

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 500

28 février 2013

SOMMAIRE

AENOVA Holding S.à r.l.	23977	M&M Invest Holding	23974
AMP Capital Investors (BAA Toggle Hold- co) S.à r.l.	23975	Nordic Innovation S.A.	23987
Anpial S.A.	23975	P&G Associates S.à r.l.	23971
Aquasolid S.A.	23975	Pricourt International S.A.	23977
Auberge de l'Our	23975	P\I\I Group Services S.à r.l.	23987
Auto-Moto Ecole Pier Gaul S.A.	23976	QS Quint:Essence Strategies S.à r.l.	23983
Baguera SA	23976	Rofa S.A. SPF	23979
Baldur S.A.	23976	Ruby-T S.A.	23983
BBA Luxembourg Investments S.à r.l. ...	23984	Ruby-T S.A.	23983
Binola S.A.	23998	Sanitation Global Services S.A.	23956
BlueBay Structured Funds	23958	Sàrl Monteverde Energy Groupe	23984
Bonnac S.A.	23999	Shamwari S.à r.l.	23998
China Airlines	23982	SIIF ENR S.A	23979
Coffpier S.A.	23954	Snowdrop Investments S.à r.l.	23956
Consultim Investissements S.A.	23978	Société d'Etudes Luxembourgeoises et d'Administration	23997
Coralia S.A.	23980	Star Check S.A.	23956
Fairfield Greenwich Realty International, S.à r.l.	23958	Stornoway Holding S.A.	23979
Fairfield Greenwich Realty International, S.à r.l.	23958	Tanklux S.A.	23981
Finance Solutions S.à r.l.	23976	Techno Invest Partner S.à r.l.	23998
FLEAA	23978	Ticketac Intl	23981
Gapping Investments S.A.	23978	Tractel Secalt S.A.	23954
Goldbet International S.A.	23984	Transpeed sàrl	23981
Igelmund S.à r.l.	23973	Transport Wartungs und Service AG	23954
Immo-Alliance S.A.	23973	Tri Investments European Residential Pro- perty Fund S.à r.l.	23980
Iron Ore Lux	23973	Trilantic Capital Partners IV (Europe) In- vestors S.C.A.	23980
Ivory Holding S.A. SPF	23977	TUNISIE EUROPE INVESTISSEMENTS S.A., société de gestion de patrimoine fa- miliai	23981
Kopa Finances S.A.	23974	Verdana S.A.	23980
L'Accent Parisien S.à r.l.	23974	Vonal Services S.A.	23983
La Parfumerie S.à r.l.	23974		
ME Architectes S.à r.l.	23982		
ME Architectes S.à r.l.	23982		

Tractel Secalt S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1425 Luxembourg, 3, rue du Fort Dumoulin.
R.C.S. Luxembourg B 4.179.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 janvier 2013.

Référence de publication: 2013013981/10.

(130015731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2013.

Transport Wartungs und Service AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 10.928.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Le Mandataire

Référence de publication: 2013013982/12.

(130015990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2013.

Cofipier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 63.019.

L'an deux mille douze, le dix décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire (l'«Assemblée Générale») des actionnaires de la société «COFIPIER S.A.» (la «Société»), une société anonyme établie et ayant son siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 63.019, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en remplacement de Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 janvier 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C»), numéro 329 du 11 mai 1998. Les Statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois en 15 juin 2000, publié au Mémorial C numéro 799 du 02 novembre 2000.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Damien MATTUCCI, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire de l'Assemblée Générale Madame Marie-Line SCHUL, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

L'Assemblée Générale choisit comme scrutateur Madame Amélie BURUS, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée Générale ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

A) Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées au présent acte, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

B) Tel qu'il résulte de la liste de présence, la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

C) La présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat, insertion de la possibilité pour le conseil d'administration de transférer le siège à l'intérieur de la commune et modification subséquente des articles 2 et 16 des statuts de la Société avec même effet.

2. Suppression des dispositions relatives au capital autorisé contenu dans l'article 5 alinéas cinq, six, sept et huit.

3. Modification du premier alinéa de l'article 6 et de l'article 10 et suppression du deuxième alinéa de l'article 9 des statuts de la Société pour mise en conformité avec la loi du 25 août 2006 modifiant la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

4. Modification de l'article 8 des statuts de la Société en lui ajoutant un quatrième alinéa concernant la possibilité pour le conseil d'administration de la Société de prendre des décisions par écrit.

5. Divers

L'Assemblée Générale aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social de la Société du 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat. De plus, l'Assemblée Générale décide de formaliser le pouvoir donné au conseil d'administration (ou à l'administrateur unique, le cas échéant) de transférer le siège social à l'intérieur de la commune.

En conséquence, l'article 2 premier alinéa des statuts de la Société est modifié et un deuxième alinéa est ajouté à cet article, et le premier alinéa de l'article 16 est également modifié, lesquels auront désormais la teneur suivante:

Art. 2. (Premier alinéa). «Le siège de la société est établi dans la commune de Strassen.»

Art. 2. (Deuxième alinéa nouveau). «Le siège social pourra être transféré en tout autre lieu de la commune par décision du conseil d'administration.»

Art. 16. (Premier alinéa) «L'assemblée générale annuelle se réunit le troisième jeudi du mois de juin à 11 heures au siège social de la société ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.»

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de retirer toutes les dispositions relatives au capital autorisé dans les statuts de la société. A cette fin, les alinéas cinq, six, sept et huit de l'article 5 des statuts de la société sont supprimés avec effet immédiat.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide d'adapter les statuts de la Société en tenant compte des modifications apportées à la loi du 10 août 1915 par la loi du 25 août 2006.

En conséquence, l'Assemblée Générale décide de modifier le premier alinéa de l'article 6 et l'article 10 des statuts de la Société, lesquels auront désormais la teneur suivante:

Art. 6. (Premier alinéa). «La société est administrée par un conseil composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.»

Art. 10. «La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature de l'administrateur unique, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.»

L'Assemblée Générale décide de plus de supprimer le deuxième alinéa de l'article 9 des statuts de la Société.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide d'autoriser le conseil d'administration de la Société à prendre des décisions par écrit, lesquelles auront le même effet qu'une décision prise à une réunion par physique. En conséquence, un quatrième alinéa est ajouté à l'article 8 des statuts de la Société ayant la teneur suivante:

Art. 8. (Quatrième alinéa). «Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil d'Administration.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Strassen, au nouveau siège social de la Société, les jours, mois et an qu'en tête des présentes, et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants susmentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: D. MATTUCCI, M.L. SCHUL, A. BURUS, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 12 décembre 2012. Relation: EAC/2012/16582. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013010058/86.

(130011644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2013.

Snowdrop Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 162.645.

Extrait des décisions prises par les associées en date du 27 décembre 2012

1. Monsieur Jean-Christophe DAUPHIN a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.
2. Monsieur Hugo FROMENT a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A.
3. Monsieur Philippe TOUSSAINT a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.
4. Madame Virginie DOHOGNE a démissionné de son mandat de gérante de catégorie A.
5. Madame Virginie DECONINCK, administrateur de sociétés, née à Rocourt (Belgique), le 11 octobre 1976, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme gérante de catégorie A pour une durée indéterminée.
6. Monsieur Vincent COINTEPAS, administrateur de sociétés, né à Blois (France), le 16 juillet 1985, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.
7. Monsieur Sébastien PHILIPPI, administrateur de sociétés, né à Saarbrücken (Allemagne), le 1^{er} septembre 1977, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.
8. Le nombre des gérants a été diminué de 4 (quatre) à 3 (trois).

Luxembourg, le 23 janvier 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour SNOWDROP INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013013345/26.

(130014927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2013.

Sanitation Global Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3850 Schifflange, 65, avenue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 145.026.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SANITATION GLOBAL SERVICES S.A.

Référence de publication: 2013013332/10.

(130015326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2013.

Star Check S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 172.113.

L'an deux mille douze, le dix-neuf décembre,

par-devant Maître Marc LOESCH, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

se réunit l'assemblée générale extraordinaire de la société STAR CHECK S.A., une société anonyme ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg (ci-après la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 12 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2771 du 15 novembre 2012, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, à la section B, sous le numéro 172.113.

L'assemblée est ouverte à 11.20 heures sous la présidence de Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le président nomme comme secrétaire Madame Sonia BOULARD, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Géraldine RODRIGUES, master en finance et fiscalité internationales, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le Président déclare et requiert au notaire d'acter que:

1) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Augmentation de capital à concurrence de EUR 4.968.000 afin de le porter de EUR 32.000 à EUR 5.000.000 par la création et l'émission de 496.800 nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 10 chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, entièrement souscrites par les actionnaires actuels au prorata de leur participation actuelle dans le capital social et intégralement libérées en numéraire.

2. Modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 5.000.000 (cinq millions d'euros) représenté par 500.000 (cinq cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune.»

II) Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentaire, resteront aussi annexées au présent acte.

III) Il résulte de la liste de présence que les 3.200 (trois mille deux cents) actions, représentant l'intégralité du capital social, sont dûment représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV) Le Président constate que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée cette dernière prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 4.968.000 (quatre millions neuf cent soixante-huit mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 32.000 (trente-deux mille euros) à EUR 5.000.000 (cinq millions d'euros) par la création et l'émission de 496.800 (quatre cent quatre-vingt-seize mille huit cents) nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Souscription - Libération

Sont ensuite intervenus les actionnaires actuels de la Société, lesquels, représentés par Monsieur Pierre LENTZ, pré-nommé, en vertu de procurations sous seing privé données le 17 décembre 2012 et qui resteront annexées au présent acte, ont déclaré souscrire à l'augmentation de capital précitée, chacun au prorata de sa participation actuelle dans le capital social, et libérer intégralement les 496.800 (quatre cent quatre-vingt-seize mille huit cents) nouvelles actions émises moyennant versement en numéraire, de sorte que la somme de EUR 4.968.000 (quatre millions neuf cent soixante-huit mille euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 5.000.000 (cinq millions d'euros) représenté par 500.000 (cinq cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée à 11.30 heures.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués à environ EUR 3.500 (trois mille cinq cents euros).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite aux comparants, connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: P. Lentz, S. Boulard, G. Rodrigues et M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 21 décembre 2012. Relation: REM/2012/1708. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): P. Molling.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 14 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008167/72.

(130008959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Fairfield Greenwich Realty International, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 109.607.

Les comptes annuels et l'affectation du résultat au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco Fund Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013012953/12.

(130015056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2013.

Fairfield Greenwich Realty International, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 109.607.

Les comptes annuels et l'affectation du résultat au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco Fund Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013012954/12.

(130015491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2013.

BlueBay Structured Funds, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 108.083.

In the year two thousand twelve, on the seventeenth of December,

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg City,

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of the Fund, a public limited company ("société anonyme") having its registered office at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653, Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B number 88.020. The Fund has been incorporated under the form of a "société d'investissement à capital variable" by a notarial deed of 19 May 2005 published in the Mémorial C number 541 of 7 June 2005.

The meeting was opened under the chairmanship of Mrs. Fabienne Moreau, Jurist, professionally residing in Luxembourg,

who appointed as secretary, Laura Archange, Jurist, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs. Evelyne Denis, private employee, professionally residing in Luxembourg.

After the constitution of the board of the meeting, the Chairman declared and requested the notary to record that:

A. The present meeting has been called pursuant to a convening notice.

B. The names of the shareholders present at the meeting or duly represented by proxy, as well as the number of Shares held by each shareholder, are set forth on the attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented, the members of the board of the meeting and the notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith.

C. The quorum of at least one half of the capital is required by Article 67-1 (2) of the Luxembourg law of 10 august 1915 on commercial companies, as amended, and the resolution on each item of the agenda has to be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes validly cast at the meeting.

D. All the shares being registered shares, convening notices have been sent by registered mail to each registered shareholders on 29 November 2012.

E. The agenda of the present meeting is the following:

Agenda

Dear Shareholder,

A. The board of directors of the Fund (the "Board") would like inform you that it proposes to amend and consolidate the articles of incorporation of the Fund (the "Articles") adopted in June 2005.

The proposed amendments include various insertions and deletions. The articles affected by the amendments would be articles 1, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 14, 17, 19, 22, 23, 24, 27, 29, 30, 31 and 32.

For your ease of reference, set out within the present notice is the current version of the Articles with the proposed modifications marked up.

Taking into account the number of modifications, the Board would like to draw your specific attention on the following changes:

(i) Article 4: insertion of a provision to enable the Board to transfer the registered office of the Fund within the municipality of Luxembourg. This is a standard clause providing flexibility in the modification of the registered office. However, the registered office of the Fund cannot be transferred outside Luxembourg City without a resolution of an extraordinary general meeting of the Fund's shareholders;

(ii) Article 5: insertion of a provision to enable the Board to change the characteristics of the Classes in accordance with procedures determined by the Board;

(iii) Article 9: addition of provisions relating to the determination of the value of money market instruments not listed or dealt in on any regulated markets, and short-term transferable debt securities;

(iv) Article 10: removal of the provision for automatic cancellation of unpaid subscriptions and its replacement with a provision granting the Board the right, at its discretion, to cancel subscriptions which are not settled in a timely manner;

(v) Article 22: inclusion of a provision to enable a sub-fund of the Fund to invest in another sub-fund of the Fund under specific conditions set forth in accordance with the Luxembourg law dated 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended. The Board is of the opinion that such change would enable the creation of multi-strategy sub-funds, which could actively allocate their investments to combinations of the existing (and future) single strategy sub-funds of the Fund. The Board is also of the opinion that these could represent attractive investment vehicles for existing and future investors in the Fund. The Board does not intend to use this provision to change the investment policies of any of the existing sub-funds of the Fund;

(vi) Article 23: insertion of an exemption from the obligation of directors to disclose their personal interests where the decision of the Board or by a single director in relation thereto relates to current operations entered into normal conditions. This provision is in accordance with the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended;

(vii) Article 24: modification of the indemnification provision for the benefit of the directors and officers of the Fund, in accordance with the related limitations provided for by the laws of Luxembourg.

Please kindly note that other proposed changes relate to the necessity to update certain legal references, in particular due to the repeal of the Luxembourg law of 19 July 1991 on undertakings for collective investments the securities of which are not intended to be placed with the public (under which the Articles were adopted) and its replacement by the Luxembourg law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended (which came into force after the incorporation of the Fund).

Accordingly, you are invited to attend an extraordinary general meeting of shareholders of the Fund (the "Meeting"), which will be held, before notary, at 2:30 p.m. (local time), on 17 December 2012, at the registered office of the Fund, 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg in order to approve the following amendments to the Articles:

Chapter 1. Name, Duration, Purpose, Registered office

Art. 1. Name. Among the subscribers and all those who shall become shareholders there exists a company in the form of a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital as a specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fond d'investissement spécialisée) under the name of BLUEBAY STRUCTURED FUNDS (hereinafter the "Fund").

Art. 2. Duration. The Fund has been set up for an undetermined period.

Art. 3. Purpose. The sole purpose of the Fund is to invest the funds available to it in various transferable securities or other financial assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Fund may take any steps and carry out any transactions that it deems useful for the achievement and development of its purpose to the full extent allowed under the Law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the "Law of 2007").

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Fund (the "Registered Office") is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches or offices may be created by resolution of the board of directors of the Fund (the "Board of Directors") either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

The registered office of the Fund may be transferred to any other place in the municipality of Luxembourg by resolution of the Board of Directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means

of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation of the Fund (the "Articles").

If the Board of Directors deems that extraordinary events of a political or military nature, likely to jeopardize normal activities at the Registered Office or smooth communication with this Registered Office or from this Registered Office with other countries have occurred or are imminent, it may temporarily transfer this Registered Office abroad until such time as these abnormal circumstances have fully ceased. However, this temporary measure shall not affect the Fund's nationality, which notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, shall remain a Luxembourg company.

Chapter 2. Capital, Variations in capital, Features of the shares

Art. 5. Capital. The capital of the Fund shall be represented by shares of no par value and will, at any time, be equal to the net assets of the Fund.

Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different sub-funds (the "Sub-Fund(s)") and the proceeds of the issue of shares of each Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 22 hereof in transferable securities or other financial assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Sub-Fund.

The Board of Directors reserves itself the right to create new Sub-Funds and to fix the investment policy of these Sub-Funds.

The Board of Directors may further decide to create within each Sub-Fund two or more classes (the "Class(es)") whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned but where a specific sales and redemption charge structure, fee structure, minimum subscription amount, reference currency or dividend policy, or any other specificity as may be determined by the Board of Directors from time to time and may be applied to each Class.

The Board of Directors may, at its discretion, decide to change the characteristics of any Class as described in the offering memorandum of the Fund (the "Offering Memorandum") in accordance with the procedures determined by the Board of Directors from time to time.

The minimum capital of the Fund shall be, as provided by law, one million two hundred and fifty thousand Euros (EUR 1,250,000). The initial capital is thirty-one thousand Euros (EUR 31,000) divided into thirty-one (31) fully paid up shares of no par value. The minimum capital of the Fund must be achieved within six months after the date on which the Fund has been authorized as a collective investment undertaking under Luxembourg law.

For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed into Euros, be converted in Euros and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds.

The annual general meeting of shareholders of any Sub-Fund (the "Annual General Meeting"), pursuant to Article 30 of these Articles, may reduce the capital of the Fund by cancellation of the shares of any Sub-Fund and refund to the shareholders of such Sub-Fund the full value of the shares of the Sub-Fund.

Art. 6. Variations in capital. The amount of capital shall be equal to the value of the Fund's net assets. It may also be increased as a result of the Fund issuing new shares and reduced following repurchases of shares by the Fund at the request of shareholders.

Art. 7. Shares. Shares in each Sub-Fund will be issued in registered form only.

For shares issued in registered form, a confirmation of registration in the shareholders' register will be sent to shareholders. No registered share certificates will be issued.

Fractions of registered shares shall be issued, up to three (3) decimal places.

Shares must be fully paid up and are without par value.

The register of shareholders of the Fund (the "Register of Shareholders") is kept in Luxembourg at the Registered Office of the custodian bank of the Fund (the "Custodian Bank") or at such other location designated for such purpose by the Board of Directors.

There is no restriction on the number of shares which may be issued.

The rights attached to shares are those provided for in the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time to the extent that such law has not been superseded by the Law of 2007. All entire shares of the Fund, whatever their value, have an equal voting right. All the shares of the Fund have an equal right to the liquidation proceeds and distribution proceeds of the Class or Sub-Fund they relate to.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, the person entitled to such fraction shall not be entitled to vote in respect of such fraction, but shall, to the extent the Fund shall determine as to calculation of fractions, be entitled to dividends or other distributions on a prorata basis.

Registered shares may be transferred by remittance to the Fund of a written statement of transfer, dated and signed by the transferor and transferee, or by their proxies who shall evidence the required powers. Upon receipt of these documents satisfactory to the Board of Directors, transfers will be recorded in the Register of Shareholders.

All registered shareholders shall provide the Fund with an address to which all notices and information from the Fund may be sent. The address shall also be indicated in the Register of Shareholders.

If a registered shareholder does not provide the Fund with an address, this may be indicated in the Register of Shareholders, and the shareholder's address shall be deemed to be at the Fund's Registered Office or at any other address as may be fixed periodically by the Fund until such time another address shall be provided by the shareholder. Shareholders may change at any time the address indicated in the Register of Shareholders by sending a written statement to the Registered Office of the Fund, or to any other address that may be set by the Fund.

Shares may be held jointly, however, the Fund shall only recognize one person as having the right to exercise rights in relation to each of the Fund's shares. Unless the Board of Directors agrees otherwise, the person entitled to exercise such rights will be the person whose name appears first in the subscription form.

Art. 8. Limits on ownership of shares. The shares will only be issued to shareholders qualifying as Well-informed Investors in accordance with the Law of 2007. The Fund may restrict or prevent the ownership of shares in the Fund by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Fund such holding may be detrimental to the Fund, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Fund may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the Board of Directors being herein referred to as «Prohibited Persons») and if stipulated in the Offering Memorandum.

For such purposes the Fund may:

A. decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person or by a transferee who is not a Well-informed Investor under the Law of 2007; and

B. at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the Register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person or a non Well-informed Investor, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person or a non Well-Informed Investor; and

C. decline to accept the vote of any Prohibited Person or any non Well-Informed Investor at any meeting of shareholders of the Fund; and

D. where it appears to the Fund that any Prohibited Person or any non Well-Informed Investor either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Fund evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Fund may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Fund shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Fund. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Fund the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice; his name shall be removed from the Register of Shareholders.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant Sub-Fund as at the Valuation Date specified by the Board of Directors for the repurchase of shares in the Fund next preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 10 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the repurchase price of the shares of the relevant Sub-Fund and will be deposited for payment to such owner by the Fund with the custodian bank or at the request of such former owner elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and un-matured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Fund or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any redemption proceeds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant Sub-Fund or Sub-Funds. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Fund.

(4) The exercise by the Fund of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Fund at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Fund in good faith.

"Prohibited Person" as used herein does neither include any subscriber to shares of the Fund issued in connection with the incorporation of the Fund while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Fund.

U.S. Persons as referred to in this Article may constitute a specific category of Prohibited Persons.

Where it appears to the Fund that any Prohibited Person is a U.S. Person or any non-institutional investor, who either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, the Fund may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any shareholder all shares held by such shareholder without delay. In such event, Clause D (1) here above shall not apply.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. Persons" refers to the definition given within the Offering Memorandum of the Fund from time to time in force.

The term "Well-Informed Investor" as used in these Articles, means an institutional investor, professional investor or any other natural person who fulfils the conditions listed under article 2 of the Law of 2007.

Chapter 3. Net asset value, Issues, Repurchases and conversion of shares, Suspension of the Calculation of net asset value, Issuing, Repurchasing and Converting shares

Art. 9. Net Asset Value. The net asset value per share of each Sub-Fund/Class shall be determined from time to time, but in no instance less than twice monthly, in Luxembourg, under the responsibility of the Board of Directors (the date of determination of the net asset value is referred to in these Articles as the "Valuation Date").

The net asset value per share of each Sub-Fund/Class shall be expressed in the reference currency of the relevant Sub-Fund/Class.

The net asset value per share of a Sub-Fund/Class is determined by dividing the net assets of the Fund corresponding to the Sub-Fund/Class, being the value of the assets of the Fund corresponding to the Sub-Fund/Class less the liabilities attributable to the Sub-Fund/Class, by the number of shares of the relevant Sub-Fund/Class outstanding and shall be rounded up or down to the nearest whole unit of the reference currency of the relevant Sub-Fund/Class. For the avoidance of doubt, the unit of a reference currency is the smallest unit of that currency (e.g. if the reference currency is Euros, the unit is the cent).

If, since the last Valuation Date, there has been a material change in the quotations on the stock exchanges or markets on which a substantial portion of the investments of the Fund attributable to a particular Sub-Fund/Class are quoted or dealt in, the Fund may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

I. The value of the assets of the Fund shall be determined as follows:

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Board of Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(b) the value of transferable securities and money market instruments and any other assets which are quoted or dealt in on any stock exchange shall be based on the latest available closing price and each transferable securities and money market instruments and any other assets traded on any other regulated market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities;

(c) the value of money market instruments not listed or dealt in on any regulated market, stock exchange, or any other regulated market and with remaining maturity of less than twelve months may be valued by the amortised cost method, which approximates market value;

(d) for non-quoted assets or assets not traded or dealt in on any stock exchange or other regulated market, as well as quoted or non-quoted assets on such other market for which no valuation price is available, or assets for which the quoted prices are not representative of the fair market value, the value thereof shall be determined prudently and in good faith by the Board of Directors on the basis of foreseeable purchase and sale prices;

(e) the Board of Directors may authorize the use of the amortised cost method of valuation for short-term transferable debt securities in certain Sub-Funds. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security or other instrument. While this method provides certainty in valuation, it may result in periods during which value as determined by amortised costs, is higher or lower than the price the Sub-Fund would receive if it sold the securities. This method of valuation will only be used in accordance with Committee of European Securities Regulators (CESR) (now ESMA) guidelines concerning eligible assets for investments by UCITS and only with respect to

securities with a maturity at issuance or residual term to maturity of 397 days or less or securities that undergo regular yield adjustments at least every 397 days;

(f) shares or units in underlying open-ended UCIs shall be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the Board of Directors on a fair and equitable basis. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued at their last available stock market value;

(g) money market instruments with a remaining maturity of less than ninety days at the time of purchase or securities whose applicable interest rate or reference interest rate is adjusted at least any ninety days on the basis of market conditions shall be valued at cost plus accrued interest from its date of acquisition, adjusted by an amount equal to the sum of (i) any accrued interest paid on its acquisition and (ii) any premium or discount from its face amount paid or credited at the time of its acquisition, multiplied by a fraction the numerator of which is the number of days elapsed from its date of acquisition to the relevant Valuation Day and the denominator of which is the number of days between such acquisition date and the maturity date of such instruments;

(h) money market instruments with a remaining maturity of more than ninety days at the time of purchase shall be valued at their market price. When their remaining maturity falls under ninety days, the Board of Directors may decide to value them as stipulated above;

(i) liquid assets may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortized cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner.

(j) the liquidating value of futures, forward and options contracts not traded on exchanges or on other regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board of Directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward and options contracts traded on exchanges or on other regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and regulated markets and/or other regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Fund; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board of Directors may deem fair and reasonable

(k) the value of a credit default swap shall be determined by comparing it to the prevailing par market swap. A par market swap is one which can be initiated in the market today for no exchange of principal, and its deal spread is such that it results in the swap's market value being equal to zero. The spread between the initial default swap and the par market swap is then discounted as an annuity using relevant risk-adjusted discount rates. Par market swap rates will be obtained from a cross-section of market counterparties. Any other swaps shall be valued at their market value.

The Fund is authorized to apply other appropriate valuation principles for the assets of the Fund and/or the assets of a given Class if the aforesaid valuation methods appear impossible or inappropriate due to extraordinary circumstances or events in order to reflect better the probable realisation value established with prudence and good faith.

The value of assets denominated in a currency other than the reference currency of a Sub-Fund shall be determined by taking into account the rate of exchange prevailing at the time of the determination of the net asset value.

The value of the Fund's assets is determined on the basis of information received from various pricing sources as pricing and valuations from the Board of Directors, effected prudently and in good faith.

In circumstances where, for any reason, the value of any asset(s) of the Fund may not be determined as rapidly and accurately as required, as well as in circumstances where one or more pricing sources fail to provide valuations to the Fund, the Board of Directors is authorized not to proceed with the valuation of the assets of the Fund, rendering the calculation of subscription and redemption prices impossible. The Board of Directors may then decide to suspend the net asset value calculation, in accordance with the procedures set out in the section entitled "Suspension of the calculation of net asset value, of the issuing, repurchasing and converting of shares".

II. The Fund's commitments shall include:

1. all loans, due bills and other suppliers' debts;
2. all known obligations, due or not, including all contractual obligations falling due and incurring payment in cash or in kind (including the amount of dividends declared by the Fund but not yet distributed);
3. all reserves authorised or approved by the Board of Directors, in particular those set up as a means of meeting any potential loss on certain investments by the Fund; and
4. all other commitments undertaken by the Fund, with the exception of those represented by the Fund's own resources. In valuing the amount of other commitments, all expenses incurred by the Fund will be taken into account and include:

(a) upfront costs (including the cost of drawing up and printing the Offering Memorandum, notarial fees, fees for registration with administrative and stock exchange authorities and any other costs relating to the incorporation and launch of the Fund and to registration of the Fund in other countries), and expenses related to subsequent amendments to the Articles;

(b) the fees, including performance fees, and/or expenses of the Investment Manager(s) and Adviser(s), the Custodian Bank, including the correspondents (clearing or banking system of the Custodian Bank to whom the safekeeping of the

Fund's assets have been entrusted), domiciliary agents and all other agents of the Fund as well as the sales agent(s) under the terms of any agreements with the Fund;

- (c) legal expenses and annual audit fees incurred by the Fund;
- (d) advertising and distribution costs;
- (e) printing costs, translation (if necessary), publication and distribution of the half-yearly report and accounts, the certified annual accounts and report and all expenses incurred in respect of the Offering Memorandum and publications in the financial press;
- (f) costs incurred by meetings of shareholders and meetings of the Board of Directors;
- (g) attendance fees (where applicable) for the Directors and reimbursement to the Directors of their reasonable travelling expenses, hotel and other disbursements inherent in attending meetings of Directors or administration committee meetings, or general meetings of shareholders of the Fund;
- (h) fees and expenses incurred in respect of registration (and maintenance of the registration) of the Fund (and/or each Sub-Fund) with the public authorities or stock exchanges in order to license product selling or trading irrespective of jurisdiction;
- (i) all taxes and duties levied by public authorities and stock exchanges;
- (j) all other operating expenses, including licensing fees due for utilisation of stock indices and financing, banking and brokerage fees incurred owing to the purchase or sale of assets or by any other means;
- (k) all other administrative expenses.

In order to evaluate the extent of these commitments, the Fund will keep account pro rata temporis of administrative or other expenses which are of a regular or periodic nature.

III. There shall be established a pool of assets for each Sub-Fund in the following manner:

- (a) the proceeds from the issue of shares of each Sub-Fund shall be applied in the books of the Fund to the pool of assets established for that Sub-Fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;
- (b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Fund to the same pool as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant pool;
- (c) where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool provided that all liabilities, whatever pool they are attributable to, shall only be binding upon the relevant pool;
- (d) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be equally divided between all the pools or, insofar as justified by the amounts, shall be allocated to the pools pro rata to the net asset values of the relevant Sub-Funds;
- (e) upon the payment of dividends to the shareholders in any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

As stated above, the Board of Directors may decide to create within each Sub-Fund one or more Classes whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned but where a specific sales or redemption charge structure, fee structure, minimum subscription amount, reference currency or dividend policy, or any other specificity as may be determined by the Board of Directors from time to time and may be applied to each Class. A separate net asset value, which will differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class. If one or more Classes have been created within the same Sub-Fund, the allocation rules set out above shall apply, as appropriate, to such Classes.

IV. Pooling

1. The Board of Directors may decide to invest and manage all or any part of the pool of assets established for two or more Sub-Funds (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such asset pool ("Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board of Directors may from time to time make further transfers to the Asset Pool. They may also transfer assets from the Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be contributed to an Asset Pool concerned. The provisions of sub-paragraphs (b), (c) and (d) of Section III of this Article shall apply to each Asset Pool as they do to a Participating Fund.

2. All decisions to transfer assets to or from an Asset Pool (hereinafter referred to as "transfer decisions") shall be notified forthwith by facsimile or in writing to the Custodian Bank of the Fund stating the date and time at which the transfer decision was made.

3. A Participating Fund's participation in an Asset Pool shall be measured by reference to national units ("units") of equal value in the Asset Pool. On the formation of an Asset Pool the Board of Directors shall in its discretion determine the initial value of a unit which shall be expressed in such currency as the directors consider appropriate, and shall allocate to each Participating Fund units having an aggregate value equal to the amount of cash (or value of other assets) contri-

buted. Fractions of units, calculated to three (3) decimal places, may be allocated as required. Thereafter the value of a unit shall be determined by dividing the net asset value of the Asset Pool (calculated as provided below) by the number of units subsisting.

4. When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Asset Pool, the allocation of units of the Participating Fund concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a unit. Where a contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the Board of Directors considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned; in the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realizing securities or other assets of the Asset Pool.

5. The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Asset Pool at any time and the net asset value of the Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (*mutatis mutandis*) of this Article provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

6. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective participation in the Asset Pool at the time of receipt. On the dissolution of the Fund the assets in an Asset Pool will (subject to the claims of creditors) be allocated to the Participating Funds in proportion to their respective participation in the Asset Pool.

V. As regards relations between shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity, generating without restriction its own contributions, capital gains and capital losses, fees and expenses. The Fund constitutes a single legal entity, however, with regard to third parties, in particular towards the Fund's creditors each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

VI. Each of the Fund's shares in the process of being repurchased shall be considered as a share issued and existing until the close of business on the Valuation Date applied to the repurchase of such share and its price shall be considered as a liability of the Fund from the close of business on this date and this until the price has been paid.

Each share to be issued by the Fund in accordance with subscription applications received shall be considered as issued from the close of business on the Valuation Date of its issue price and its price shall be considered as an amount owed to the Fund until it has been received by the Fund.

Art. 10. Issuing, Repurchasing and Converting shares. The Board of Directors is authorized to issue, at any time, additional shares that shall be fully paid up, at the price of the respective net asset value per share of the Sub-Fund (or Class), as determined in accordance with Article 9 of the Articles, plus a possible subscription fee determined by the sales documents.

The price thus determined shall be payable within two (2) Luxembourg bank business days after the date as at which the applicable net asset value is determined. The Board of Directors, at its sole discretion, reserves the right to cancel any subscription in respect of which timely settlement is not made.

All new shares issued are entitled to the same rights as the existing shares on the issue date.

The Board of Directors may issue fully paid shares at any time for cash or further to the preparation of an audited report drawn up by the Auditor of the Fund and subject to the conditions of the law and in compliance with the investment policies and restrictions laid down in the current Offering Memorandum, for a contribution in kind of transferable securities and other financial assets.

The Board of Directors may, in its discretion, scale down or refuse to accept any application for shares and may, from time to time, determine minimum holdings or subscriptions of shares of any Sub-Fund/Class of such number or value thereof as it may think fit. When issuing new shares, no preferential rights of subscription will be given to existing shareholders.

Any shareholder is entitled to apply to the Fund for the repurchase of all or part of its shares. The repurchase price shall normally be paid within three (3) Luxembourg bank business days after the date at which the net asset value of the assets is fixed and shall be equal to the net asset value of the shares as determined in accordance with the provisions of the above Article 9, less a possible repurchase charge as fixed in the Fund's sales documents. All repurchase applications must be presented in writing by the shareholder to the Fund's Registered Office in Luxembourg or to another company duly mandated by the Fund for the repurchase of shares.

If as a result of any request for repurchase, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any Sub-Fund/Class would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Fund may decide that this request be treated as a request for repurchase for the full balance of such shareholder's holding of shares in such Sub-Fund/Class.

Any shareholder is entitled to apply the conversion of shares of one Sub-Fund/Class held by him into shares of another Sub-Fund/Class. By applying the conversion method set out in the Offering Memorandum, shares of one Sub Fund/Class shall be converted into shares of another Sub-Fund/Class on the basis of the respective net asset values per share of the different Sub-Funds/Classes, calculated in the manner stipulated in Article 9 of these Articles.

The Board of Directors may set such restrictions it deems necessary as to the frequency of conversion. It may subject conversion to the payment of reasonable costs which amount shall be determined by it.

Further, if on any given Valuation Date, repurchase requests and conversion requests pursuant to this Article exceed a certain level determined by the Board of Directors in relation to the number of shares in issue in a specific Sub-Fund being not less than 10% thereof, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for repurchase or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be in the best interest of the Fund. On the next Valuation Date following that period, these repurchase and conversion requests will be met in priority to later requests.

Applications for shares and requests for redemption or conversion must be received at the Registered Office of the Fund or at the offices of the establishments appointed for this purpose by the Board of Directors. The Board of Directors may delegate the task of accepting applications for shares and requests for redemption or conversion, and delivering and receiving payment in respect of such transactions, to any duly authorised person.

Shares repurchased by the Fund may be cancelled.

Art. 11. Suspension of the calculation of net asset value, of the issuing, Repurchasing and Converting of shares. The Board of Directors is authorized to temporarily suspend the calculation of the net asset value of one or more Sub-Funds/Classes of the Fund as well as the issue, repurchase and conversion of shares under the following circumstances:

(a) any period when any of the principal markets or stock exchange on which a substantial portion of the investments of the Sub-Fund concerned is quoted or dealt in, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended; or

(b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets of the Sub-Fund concerned would be impracticable; or

(c) any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of the assets of the Sub-Fund concerned or the current prices or values on any market or stock exchange; or

(d) any period when the Fund is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the Board of Directors be effected at normal rates of exchange; or

(e) any other circumstance or circumstances beyond the control and responsibility of the Board of Directors where a failure to do so might result in the Fund or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the Fund or its shareholders might not otherwise have suffered.

Any such suspension shall be notified to the investors or shareholders affected, i.e. those who have made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended. If appropriate, the suspension of the calculation of the net asset value shall be published by the Fund.

Suspended subscription, repurchase and conversion applications shall be processed on the first Valuation Date after the suspension ends.

Suspended, repurchase and conversion applications may be withdrawn by means of a written notice, provided the Fund receives such notice before the suspension ends.

In the case where the suspension of the net asset value exceeds a certain period determined by the Board of Directors, all shareholders of the relevant Sub-Fund will be personally notified.

Chapter 4. General meetings

Art. 12. Generalities. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Fund shall represent all the Fund's shareholders. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Fund regardless of the class of shares held by them. It has the broadest powers to organize, carry out or ratify all actions relating to the Fund's transactions.

Art. 13. Annual General Meetings. The Annual General Meeting of shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law in Luxembourg, at the Registered Office of the Fund or any other location in Luxembourg that shall be indicated in the convening notice, on the last Tuesday of the month of October at 12.00 am. If this date is not a Luxembourg bank business day, the Annual General Meeting shall be held on the next Luxembourg bank business day. The Annual General Meeting may be held abroad if the Board of Directors states at its discretion that this is required by exceptional circumstances.

Other meetings of shareholders shall be held at the time and location specified in the notices of the meeting.

Art. 14. Organization of meetings. The quorums and delays required by Luxembourg law shall govern the notice of the meetings and the conduct of the meetings of shareholders unless otherwise provided by these Articles.

Each entire share is entitled to one vote, whatever the Sub-Fund to which it belongs and whatever its net asset value. Each shareholder may participate in the meetings of shareholders by appointing in writing, via a cable, telegram, electronic-mail, facsimile or any other similar means of communication, another person as his or her proxy.

Insofar as the law or these Articles do not stipulate otherwise, the decisions of duly convened general meetings of shareholders shall be taken on the simply majority of the votes validly cast of shareholders present or represented, regardless of the portion of share capital represented. Abstention and nihil vote shall not be taken into account.

The Board of Directors may set any other conditions to be fulfilled by shareholders in order to participate in meetings of shareholders.

The shareholders of a specified Sub-Fund may, at any time, hold general meetings with the aim of deliberating on a subject which concerns only this Sub-Fund.

Unless otherwise stipulated by law or in the present Articles, the decisions of the general meeting of a specified Sub-Fund will be reached by a simple majority of the votes validly cast of shareholders present or represented, regardless of the portion of share capital represented. Abstention and nihil vote shall not be taken into account..

Art. 15. Convening General Meetings. Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors. A notice setting forth the agenda shall be sent to all registered shareholders by mail, at least eight days before the meeting, at the address indicated in the Register of Shareholders.

As all shares are in registered form notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

Chapter 5. Administration and Management of the Company

Art. 16. Administration. The Fund shall be administered by a Board of Directors composed of at least three members. The members of the Board of Directors are not required to be shareholders of the Fund.

Art. 17. Duration of the function of directors, Renewal of the Board of Directors. The Directors shall be elected by the Annual General Meeting for a maximum period of six years provided, however, that a director may be revoked at any time, with or without ground, and/or replaced upon a decision of the shareholders.

In the event an elected Director is a legal entity, a permanent individual representative thereof shall be designated as a member of the Board of Directors. Any such individual shall be bound by the same obligations as the other Directors.

If the event of vacancy in the office of a director because of death, resignation or otherwise, the remaining directors shall meet and elect, by majority vote, a director to temporarily fulfill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 18. Office of the Board of Directors. The Board of Directors may choose among its members a chairman and may elect, among its members, one or several vice-chairmen. It may also appoint a secretary who is not required to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors as well as of shareholders.

Art. 19. Meetings and Resolutions of the Board of Directors. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or by two Directors at the address indicated in the convening notice. The chairman of the Board of Directors shall preside all the general meetings of shareholders and the meetings of the Board of Directors, but in his absence, the general meeting or the Board of Directors may appoint, with a majority vote, another director, and in case of a meeting of shareholders, if there are no directors present, any other person, to take over the chairmanship of these meetings of shareholders or of the Board of Directors.

If necessary, the Board of Directors may at their discretion appoint managers and deputies of the Fund, including a general manager, possibly several assistant general managers, assistant secretaries and other managers and deputies whose functions may be deemed necessary to carry out the Fund's business. The Board of Directors may revoke such appointments at any time. The managers and deputies are not required to be Directors or shareholders of the Fund. Unless otherwise provided in the Articles, the managers and deputies appointed shall have the powers and tasks allotted to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least three days before the time provided for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and grounds of such emergency shall be indicated in the notice of meeting. This notice of the meeting may be omitted subject to the consent of each Director to be sent in writing, or by cable, telegram,, electronic-mail, facsimile or any other similar means of communication. A special notice of the meeting shall not be required for a meeting of the Board of Directors to be held at a time and an address determined in a resolution previously adopted by the Board of Directors.

Any Director may participate in any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable, telegram, electronic-mail, facsimile or any other similar means of communication, another Director as his proxy. One Director may act as proxy holder for several other Directors.

The Directors may not bind the Fund with their individual signatures, unless they are expressly authorized by a resolution of the Board of Directors.

Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment, whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board of Directors may delegate its powers pertaining to the daily management and the execution of transactions in order to achieve the Fund's objective and pursue the general purpose of its management, to individuals or companies that are not required to be members of the Board of Directors.

The Board of Directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, electronic-mail, facsimile or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 20. Minutes. The minutes of the meetings of the Board of Directors shall be signed by the chairman of the Board of Directors or, in his absence, by the chairman of the meeting.

Copies or extracts of the minutes intended to be used for legal purposes or otherwise shall be signed by the chairman or by two Directors, or by any other person appointed by the Board of Directors.

Art. 21. Fund commitments towards third parties. The Fund shall be bound by the signatures of two Directors or by that of a manager or a deputy duly appointed for this purpose, or by the signature of any other person to whom the Board of Directors has specially delegated powers. Subject to the consent of the general meeting of shareholders, the Board of Directors may delegate the daily management of the Fund's business to one of its members.

Art. 22. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Sub-Fund and (ii) the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, all within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations, in particular the provisions of the Law of 2007.

In compliance with the requirements set forth by the Law of 2007 and detailed in the Offering Memorandum, in particular as to the type of markets on which the assets may be purchased or the status of the issuer or of the counterparty, each Sub-Fund may invest in:

- (i) transferable securities or money market instruments;
- (ii) shares or units of other UCI;
- (iii) deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than 12 months;
- (iv) financial derivative instruments;
- (v) shares of another Sub-Fund of the Fund (the "Target Sub-Fund") provided that:
 - A. the Target Sub-Fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in this Target Sub-Fund; and
 - B. the voting rights, attached to the relevant shares, will be suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned and without prejudice to an appropriate treatment in accounting and the periodical reports; and
 - C. in any event, for as long as these shares are held by the relevant Sub-Fund, their value shall not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Sub-Fund for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets as set in the Law of 2007.

The investment policy of the Fund may replicate the composition of an index of securities or debt securities recognized by the Luxembourg supervisory authority.

The Fund may in particular purchase the above mentioned assets on any regulated market, stock exchange in an other State or any other regulated market of a State of Europe, being or not member of the European Union ("EU"), of America, Africa, Asia, Australia or Oceania as such notions are defined in the Offering Memorandum.

The Fund may also invest in recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a regulated market, stock exchange in an other State or other regulated market and that such admission be secured within one year of issue.

In accordance with the principle of risk spreading, the Fund is authorised to invest up to 100% of the net assets attributable to each Sub-Fund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by an EU member States, its local authorities, another member State of the OECD or public international bodies of which one or more member States of the EU are members being provided that if the Fund uses the possibility described above, it shall hold, on behalf of each relevant Sub-Fund, securities belonging to six different issues at least. The securities belonging to one issue can not exceed 30% of the net assets attributable to that Sub-Fund.

The Board of Directors, acting in the best interest of the Fund, may decide, in the manner described above and in the sales documents of the shares of the Fund, that all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

Investments in each Sub-Fund of the Fund may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, as the Board of Directors may from time to time decide and as described in the sales documents for the shares of the Fund. Reference in these Articles to "investments" and "financial assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiary.

The Fund is authorized (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments for hedging purposes in the context of the management of its assets and liabilities.

Art. 23. Interests. No contract or transaction that the Fund may enter into with other companies or firms may be affected or invalidated by the fact that one or several of the Directors, managers or deputies has an interest of whatever nature in another company or firm, or by the fact that they may be directors, partners, managers, deputies or employees in another company or firm. The Fund's director, manager or deputy who is a director, manager, deputy or employee in a company or firm with which the Fund enters into contracts, or with which it has other business relations, shall not be deprived, on these grounds, of his right to deliberate, vote and act in matters relating to such contract or business.

If a Director, manager or deputy has a personal interest in any of the Fund's business, such director, manager or deputy of the Fund shall inform the Board of Directors of this personal interest and he shall not deliberate or take part in the vote on this matter. This matter and the personal interest of such Director, manager or deputy shall be reported at the next meeting of shareholders.

The preceding paragraph does not apply where the decision of the Board of Directors or by a single Director relates to current operations entered into under normal conditions.

As it is used in the preceding sentence, the term "personal interest" shall not apply to the relations or interests, positions or transactions that may exist in whatever manner with companies or entities that the Board of Directors shall determine at its discretion from time to time.

Art. 24. Compensation. Every director, agent, manager or officer of the Fund and his personal representatives shall be indemnified and secured harmless out of the assets and funds of the Fund against all actions, proceedings, costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities ("Losses") incurred or sustained by him/it in or about the conduct of the Fund business or affairs or in the execution or discharge of his/its duties, powers, authorities or discretions, including Losses incurred by him/it in defending (whether successfully or otherwise) any civil proceedings concerning the Fund in any court whether in Luxembourg or elsewhere. No such person shall be liable (i) for the acts, receipts, neglects, defaults or omissions of any other such person or (ii) by reason of his/it having joined in any receipt for money not received by him personally or (iii) for any loss on account of defect of title to any property of the Fund or (iv) on account of the insufficiency of any security in or upon which any money of the Fund shall be invested or (v) for any loss incurred through any bank, broker or other agent or (vi) for any loss, damage or misfortune whatsoever which may happen in or arise from the execution or discharge of the duties, powers, authorities, or discretions of his/it office or in relation thereto, unless the same shall happen through his/it own gross negligence or wilful misconduct against the Fund.

Art. 25. The fees of the Board of Directors. The general meeting may grant the Directors, as remuneration for their activities, a fixed annual sum, in the form of Directors' fees, which shall be booked under the Fund's overheads and distributed among the members of the Board of Directors, at its discretion.

In addition, the Directors may be paid for expenses incurred on behalf of the Fund insofar as these are considered as reasonable.

The fees of the chairman or secretary of the Board of Directors, those of the general managers and deputies shall be determined by the Board of Directors.

Art. 26. Investment Manager(s) and Adviser(s) and Custodian Bank. The Board of Directors of the Fund may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Fund (including the right to act as authorised signatory for the Fund) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, who need not be members of the Board of Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, subdelegate their powers.

The Fund will enter into a management and advisory agreement with one or several investment manager(s) and adviser(s) (the "Investment Manager(s) and Adviser(s)"), as further described in the sales documents for the shares of the Fund, who shall supply the Fund with recommendations and advice with respect to the Fund's investment policy pursuant to Article 22 hereof and may, on a day-to-day basis and subject to the overall control of the Board of Directors, have actual discretion to purchase and sell securities and other assets of the Fund pursuant to the terms of a written agreement.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

The Fund shall enter into a custodian bank agreement with a bank authorized to carry out banking activities within the meaning of the Luxembourg law. All the Fund's transferable securities and other assets shall be held by or at the order of the Custodian Bank.

If the Custodian Bank wishes to retire, the Board of Directors shall take the required steps to designate another bank to act as the Custodian Bank and the Board of Directors shall appoint this bank in the functions of Custodian Bank instead of the resigning Custodian Bank. The Directors shall not revoke the Custodian Bank before another Custodian Bank has been appointed in accordance with these Articles to act in its stead.

Chapter 6. Auditor

Art. 27. Auditor. The Fund's operations and its financial position, including in particular its bookkeeping, shall be reviewed by one or several independent réviseur d'entreprises agréé (the "Auditor") who shall satisfy the requirements of the Luxembourg law relating to honourableness and professional experience, and who shall carry out the functions prescribed by the Law of 2007. The Auditor shall be elected by the Annual General Meeting of shareholders for a period ending at the date of the next Annual General Meeting of shareholders and until their successors are elected. The Auditor in office may be replaced at any time by the shareholders with or without cause.

Chapter 7. Annual reports

Art. 28. Financial year. The financial year of the Fund commences on 1 July and ends on 30 June of the following year.

Art. 29. Allocation of results. Each year the general meeting of the holders of shares in each Sub-Fund or Class shall decide on the proposals made by the Board of Directors in respect of distributions.

Such allocation may include the creation or maintenance of reserve funds and provisions, and determination of the balance to be carried forward.

The vote on the payment of a dividend (if any) of a particular Sub-Fund or Class requires a majority vote from the meeting of shareholders of the Sub-Fund or Class concerned.

No distribution may be made if, after declaration of such distribution, the Fund's capital is less than the minimum capital imposed by law.

Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law, be paid out on the shares of any Sub-Fund upon decision of the Board of Directors.

The dividends declared may be paid in Euros or any other currency selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment. Dividends that have not been collected after five years following their payment date shall lapse as far as the beneficiaries are concerned and shall revert to the Sub-Fund.

Chapter 8. Winding up, Liquidation

Art. 30. Liquidation. Liquidation of the Fund

The Fund is incorporated for an unlimited period and liquidation will normally be decided by an extraordinary general meeting of shareholders. This meeting will be convened in compliance with Luxembourg Law.

- If the net assets of the Fund fall below two thirds of the minimum capital as required by law (EUR 1,250,000.00), the decision will be taken by a simple majority of the shareholders present or represented at the meeting; and

- If the net assets of the Fund fall below one quarter of the minimum capital as required by law, the decision will be taken by the shareholders holding one quarter of the shares present or represented at the meeting.

In the event that the Fund is dissolved, liquidation will proceed in accordance with the provisions of the Law of 2007 which stipulate the measures to be taken to enable the shareholders to participate in the distributions resulting from liquidation and, in this context, it provides that all amounts which it has not been possible to distribute to the shareholders on completion of liquidation are to be deposited in trust with the Caisse de Consignation in Luxembourg.

Amounts not claimed within the prescribed period are liable to be forfeited in accordance with the provisions of Luxembourg Law. The net revenues resulting from the liquidation of each of the Sub-Funds will be distributed to the shareholders of the Sub-Fund in proportion to their respective shareholdings.

The decision of a court ordering the dissolution and liquidation of the Fund will be published in the Mémorial and in two high-circulation newspapers, including at least one Luxembourg newspaper. These notices will be published at the request of the liquidator.

Liquidation of Sub-Funds

The Board of Directors may decide to liquidate any Sub-Fund if the net assets of such Sub-Fund fall below EUR five million (5,000,000.00) or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned would justify such liquidation. If such circumstances do not apply, a decision to liquidate a Sub-Fund may only be taken at an extraordinary general meeting of the shareholders of the Sub-Fund concerned. Such extraordinary meeting may decide to liquidate the SubFund without quorum conditions and with a simple majority of the shareholders present or represented.

Registered shareholders will be notified by letter of the decision to liquidate prior to the effective date of liquidation and the letter will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the Board of Directors otherwise decides in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, shareholders of the Sub-Fund concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge. Assets which are not distributed on completion of liquidation of the Sub-Fund will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg on behalf of the beneficial owners. Mergers

Under the same circumstances as provided above, the Board of Directors or, respectively, the shareholders concerned, may decide to close down any Sub-Fund by merger into another Sub-Fund (the "new Sub-Fund"), or Luxembourg domiciled Undertaking for Collective Investment. In addition, such merger may be decided by the Board of Directors if required by the interests of the shareholders of any of the Sub-Funds concerned. Shareholders will be informed of such a decision in the same manner as described in the preceding paragraph and, in addition, the letter will contain information in relation to the new Sub-Fund or Undertaking for Collective Investment. Such notice will be sent within one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, before the operation involving contribution into the new Sub-Fund or Undertaking for Collective Investment becomes effective.

Art. 31. Amendments to the Articles. These Articles may be amended as and when decided by a general meeting of shareholders in accordance with the voting and quorum conditions laid down by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 32. General provisions. For all matters that are not governed by these Articles, the parties shall refer to the provisions of the law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time as well as to the Law of 2007.

B. Miscellaneous

F. After deliberation, the meeting took the following resolution:

Resolution

The Meeting decides to approve the above amendments to the Articles.

That pursuant to Article 67-1(2) of the Law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, the present meeting may only validly deliberate on the items of the agenda if at least one half of the capital is represented.

Pursuant to the attendance list, two (2) shareholders, holding together 8,235,981 shares out of 15,974,099 shares outstanding, that is to say 51,56 per cent of the issued shares, are present or represented.

That pursuant to Article 67-1(2) of the Law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, resolutions in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Pursuant to the attendance list, 95,000 shares expressed a vote in favour of such resolution. There was no vote against the resolution and one shareholder holding 8,140,981 shares abstained from voting.

The present meeting decides that the above amendments shall come into force on 17 December 2012 and that the Articles shall read as amended above in the English language only.

G. There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

This document having been read to the meeting, the members of the board of the meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: F. MOREAU, L. ARCHANGE, E. DENIS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 décembre 2012. Relation: LAC/2012/62527. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Référence de publication: 2013007605/752.

(130008909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

P&G Associates S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Enseigne commerciale: GM Ballet.

Siège social: L-8410 Steinfort, 12, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 173.702.

—
STATUTS

L'an deux mille douze, le onze décembre.

Par-devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.

Ont comparu:

1) Monsieur Patrick LESAGE, employé privé, né le 9 septembre 1968 à Arlon (Belgique), demeurant à B-6700 Arlon, rue de l'Hydrion, 48,

2) Monsieur Giorgio MANCINI, chorégraphe, né le 29 février 1964 à Atessa (Italie), demeurant à I-50124 Florence, 13, Via di Santa Maria a Marignolle.

Lesquels comparants ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois y relatives et par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet la création, la promotion et la diffusion d'artistes et de spectacles de danse.

Elle a également pour objet l'exploitation d'une agence de communication.

D'une façon générale, elle pourra faire toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 3. La société prend la dénomination de «P&G Associates S.à r.l.», exerçant le commerce sous les enseignes commerciales de y «GM Ballet» et «Takaneo Consulting».

Art. 4. La durée de la société est indéterminée.

Elle commence à compter du jour de sa constitution.

Art. 5. Le siège social est établi à Steinfort.

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision de l'assemblée générale des associés. La société peut ouvrir des agences ou des succursales dans toutes les autres localités du Grand-Duché ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,00) chacune.

Les cent (100) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Monsieur Patrick LESAGE, prénommé, cinquante parts sociales	50
2) Monsieur Giorgio MANCINI, prénommé, cinquante parts sociales	50
Total: cent parts sociales	100

Toutes ces parts ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce que les associés reconnaissent mutuellement.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément de tous les associés.

Art. 8. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 9. Les créanciers personnels, ayants droits ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et à tout moment révocables par l'assemblée des associés.

L'acte de nomination fixera l'étendue des pouvoirs et la durée des fonctions du ou des gérants.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la société.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugés nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales.

Disposition transitoire:

Exceptionnellement le premier exercice prend cours le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

Evaluation des frais:

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, est évalué à la somme de mille quatre cents euros (EUR 1.400,00).

Assemblée générale extraordinaire:

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les décisions suivantes:

1. - Le nombre des gérants est fixé à deux.

2. - Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

- a) Monsieur Patrick LESAGE, prénommé, gérant technique,
- b) Monsieur Giorgio MANCINI, prénommé, gérant administratif.

La société se trouve valablement engagée par la signature individuelle de chaque gérant.

3. - Le siège social est fixé à L-8410 Steinfort, 12, route d'Arlon.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. Lesage, G. Mancini, E. Schlessen.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils, le 14 décembre 2012. Relation: LAC/2012/60060. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

Pour expédition conforme.

Luxembourg, le 24 décembre 2012.

Référence de publication: 2012169967/88.

(120223737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

Igelmund S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 39, Hauptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 143.127.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 24 janvier 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013013068/11.

(130015209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2013.

Immo-Alliance S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-4621 Differdange, 10, place du Marché.

R.C.S. Luxembourg B 69.013.

Extrait du Procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire

L'assemblée, à l'unanimité des voix, a pris la résolution suivante:

Le siège social de la société est transféré de L-4628 DIFFERDANGE, 59, rue Metzkiimmert à

L-4621 Differdange, 10, Place du Marché

Et lecture faite, les actionnaires ont signé.

Differdange, le 23 janvier 2013.

Les actionnaires

Référence de publication: 2013013080/15.

(130014792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2013.

Iron Ore Lux, Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 15.050.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 155.320.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 2013.

Référence de publication: 2013013063/11.

(130015249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2013.

M&M Invest Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 163.551.

—
Extrait du PV de l'assemblée générale extraordinaire des associés du 30 décembre 2011

Par décision de l'assemblée des associés, la société BK Gestion Conseil Sàrl vous informe de sa démission en tant que Commissaire aux comptes de la société M&M INVEST HOLDING S.A., société anonyme de droit luxembourgeois immatriculée au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 163551 et dont le siège est établi 5, boulevard royal L-2449 Luxembourg avec effet au 31 décembre 2011

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 2013.

Pour extrait sincère et conforme

BOKOMBA Kassa-Kassa

Gérant

Référence de publication: 2013013164/17.

(130015091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2013.

L'Accent Parisien S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1857 Luxembourg, 57, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 20.800.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Extrait

Par jugement du 10/01/2013, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg siégeant en matière commerciale a déclaré dissoute et ordonné la liquidation de la société L'ACCENT PARISIEN S.à r.l., avec siège social à L- Luxembourg-Neudorf, 57, rue du Kiem, de fait inconnue à cette adresse. Ce même jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole Besch, juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, et désigné comme liquidateur Maître Radia DOUKHI, avocat, demeurant à Hesperange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Me Radia DOUKHI.

Référence de publication: 2013013131/16.

(130015246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2013.

La Parfumerie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8832 Rombach-Martelange, 5, rue des Tilleuls.

R.C.S. Luxembourg B 155.402.

—
Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013013133/10.

(130015490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2013.

Kopa Finances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3324 Bivange, 7, rue Louise Michel.

R.C.S. Luxembourg B 142.087.

—
Le bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24/01/2013.

Référence de publication: 2013013127/10.

(130015595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2013.

AMP Capital Investors (BAA Toggle Holdco) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 138.616.

—
EXTRAIT

En date du 22 janvier 2013, les associés ont pris les résolutions suivantes:

- La démission de M. Ivo Hemelraad, en tant que gérant, est acceptée avec effet immédiat;
- La démission de M. Richard Shields, en tant que gérant, est acceptée avec effet immédiat;
- Monsieur Manish Aggarwal, avec adresse professionnelle au niveau 4, Berkeley Square House, Berkeley Square, London W1J6 BX, Royaume-Uni, est élu nouveau gérant de la société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée;
- Monsieur Alan Botfield, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013013546/18.

(130016415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2013.

Anpial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 55.617.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013013548/11.

(130015817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2013.

Aquasolid S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6868 Wecker, 7, Am Scheerleck.

R.C.S. Luxembourg B 154.776.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 24 janvier 2013.

Référence de publication: 2013013549/10.

(130015933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2013.

Auberge de l'Our, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 93.352.

—
Statuts coordonnés suivant acte du 18 janvier 2013, reçu par Me Urbain THOLL, de résidence à Mersch, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013013553/10.

(130016407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2013.

Finance Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 270.125.000,00.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 101.199.

—
- Il est à noter que le Réviseur d'entreprises agréé de la Société KPMG AUDIT figure désormais en tant que KPMG Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg sous le numéro B 149133.

- Il résulte des décisions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 5 décembre 2012 qu'il a été décidé de réélire en tant que Réviseur d'entreprises agréé de la Société KPMG Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg sous le numéro B 149133.

Le mandat du Réviseur d'entreprises agréé prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2013 qui approuvera les comptes de la Société au 31 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 2013.

Pour la société

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Signataire autorisé

Référence de publication: 2013013685/23.

(130016334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2013.

Baldur S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5819 Alzingen, 6, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 93.903.

—
- Démission de Mme PIMAZZONI Sylvie, née le 24 février 1958 à Moyeuvre Grande en France demeurant 54 avenue Bataillon F-57360 Amnéville les Thermes au poste d'administrateur avec effet immédiat.

Fait à Alzingen Le 24/01/2013.

Le gérant

Référence de publication: 2013013563/11.

(130016411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2013.

Baguera SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 156.656.

—
Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BAGUERA S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013013562/11.

(130016069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2013.

Auto-Moto Ecole Pier Gaul S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7513 Mersch, 7, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 52.805.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013013555/10.

(130016158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2013.

Pricourt International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2732 Luxembourg, 2, rue Wilson.

R.C.S. Luxembourg B 68.458.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires réunie au siège social à Luxembourg, le 17 décembre 2012 à 11.00 heures.

Acceptation des démissions de Monsieur Karl Guénard, de Mesdames Elise Lethuillier et Catherine Roux-Sevelle de leur mandat d'Administrateur en date du 17 décembre 2012, et également de la démission de Fiduciaire Simmer & Lereboullet S.A. de son mandat de commissaire aux comptes en date du 17 décembre 2012.

Nomination, en remplacement des Administrateurs démissionnaires, de Monsieur Denis Bour, né le 19 août 1961 à Metz (France) demeurant professionnellement au 2 rue Wilson, L-2732 Luxembourg, en qualité d'administrateur unique.

Nomination, en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaire, de Madame Heike Heinz née le 24 juillet 1969 à Trier (Allemagne) demeurant professionnellement au 2 rue Wilson, L-2732 Luxembourg.

Le mandat de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2015.

Transfert du siège social de la société du 16 boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg au 2 rue Wilson, L-2732 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Signature.

Référence de publication: 2013014806/22.

(130017282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Ivory Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 82.995.

Extrait du procès verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg le 21 juin 2012 à 11.00 heures

L'Assemblée Générale reconduit les mandats de Monsieur Marc Ambroisien, Madame Elise Lethuillier et Monsieur Reinald Loutsch en tant qu'Administrateur et HRT Révision S.A. en tant que Commissaire aux comptes, demeurant professionnellement au 163, Rue du Kiem L-8030 Strassen et inscrit au RCS Luxembourg sous le numéro B51238, pour une période de six ans. Leur mandat prendra fin à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'année 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juin 2012.

Pour la Société

Signature

Un Administrateur

Référence de publication: 2013014802/18.

(130017267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

AENOVA Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 265.776,00.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 122.756.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte du procès-verbal de la décision extraordinaire de l'associé unique de la Société, qui s'est tenue le 22 janvier 2013 sous seing privé, que l'associé unique de la Société a décidé la clôture de la liquidation.

Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq (5) ans à partir de la date de la clôture de la liquidation au 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 2013.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2013014788/18.

(130017401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Consultim Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 127.995.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 16 mai 2012 à 9.00 heures

L'assemblée Générale reconduit les mandats de Messieurs Marc Ambroisien et Karl Guénard et Madame Catherine Roux et le Commissaire aux Comptes, HRT Révision S.A, en tant que Commissaire aux Comptes, demeurant professionnellement au 163 rue du Kiem L-8030 Strassen et inscrit au RCS Luxembourg sous le numéro B.51238, pour une durée de 6 années. Leur mandat prendra fin à l'assemblée statuant sur les comptes de l'année 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2012.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013014792/18.

(130017262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Gapping Investments S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 85.007.

—
Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 10 décembre 2012

Démission de Monsieur Marc Ambroisien en tant qu'administrateur de la Société et ce, avec effet immédiat.

Cooptation de Monsieur Karl Guénard, demeurant professionnellement au 16, boulevard Emmanuel Servais L-2535 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Marc Ambroisien, administrateur démissionnaire.

Le nouvel administrateur terminera le mandat de son prédécesseur.

Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine assemblée générale annuelle de 2013.

POUR EXTRAIT SINCERE ET CONFORME

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013014799/16.

(130017298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

FLEAA, Société Coopérative.

Siège social: L-1615 Luxembourg, 7, rue Alcide de Gasperi.

R.C.S. Luxembourg B 24.082.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale qui s'est tenue à Luxembourg, le 6 septembre 2012.

L'assemblée générale a nommé administrateurs de la société MM. Jos Sales, Roly Heinisch et Frank Schilling pour une durée de trois ans.

M. Johny Wagener est nommé commissaire aux comptes pour une durée de trois ans.

La gérance technique est confiée à M. Jos Sales.

La présente communication est certifiée sincère et conforme.

Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Thierry Nothum

Gérant administratif

Référence de publication: 2013014798/16.

(130016954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Rofa S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2732 Luxembourg, 2, rue Wilson.

R.C.S. Luxembourg B 33.638.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires réunie au siège social à Luxembourg, le 18 décembre 2012 à 11.00 heures.

Acceptation des démissions de Monsieur Karl Guénard, de Madame Elise Lethuillier et de Monsieur Sidney Bouvier de leur mandat d'Administrateur en date du 18 décembre 2012, et également de la démission de HRT Révision SARL de son mandat de commissaire aux comptes en date du 18 décembre 2012.

Nomination, en remplacement des Administrateurs démissionnaires, de Monsieur Denis Bour, né le 19 août 1961 à Metz (France) demeurant professionnellement au 2 rue Wilson, L-2732 Luxembourg, en qualité d'administrateur unique.

Nomination, en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaire, de Madame Heike Heinz née le 24 juillet 1969 à Trier (Allemagne) demeurant professionnellement au 2 rue Wilson, L-2732 Luxembourg.

Le mandat de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2015.

Transfert du siège social de la société du 16 boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg au 2 rue Wilson, L-2732 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Signature.

Référence de publication: 2013014808/22.

(130017265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

SIIF ENR S.A, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 168.599.

EXTRAIT

En date du 20 décembre 2012, le conseil de surveillance de la Société a désigné Monsieur David CORCHIA en tant que président du conseil de surveillance de la Société pour une durée de six (6) ans prenant fin avec son mandat en tant que membre du conseil de surveillance de la Société.

Le même conseil de surveillance a nommé les personnes suivantes en tant que membre du directoire de la Société pour une durée de un (1) an:

- Pierre DAGALLIER, né le 10 mai 1956 à Paris, demeurant au 13 Rue des Bains, L-1212 Luxembourg;
- Alain ROBILLARD, né le 2 février 1946 à Bobigny, demeurant au 30 Rue Ernest Béres, L-1232 Luxembourg;
- Natalie REHM, née le 29 août 1966 à Strasbourg, demeurant au 27 Boulevard du Général Patton, L-2316 Luxembourg.

En date du 20 décembre 2012, le directoire de la Société a désigné Monsieur Pierre DAGALLIER en tant que président du directoire de la Société pendant la durée de son mandat en tant que membre du directoire de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2013.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2013014810/22.

(130017179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Stornoway Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 96.532.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Par jugement du 24 janvier 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, 6^{ème} section, siégeant en matière commerciale, a déclaré close pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société suivante:

- Stornoway Holding S.A. H ayant eu son siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 2013.

Me Michel Nickels

Le Liquidateur

Référence de publication: 2013014811/16.

(130017227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Coralia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 93.433.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Par jugement du 24 janvier 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, 6^{ème} section, siégeant en matière commerciale, a déclaré close pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société suivante:

- Coralia S.A. ayant eu son siège social à L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 2013.

Me Michel Nickels

Le liquidateur

Référence de publication: 2013014793/16.

(130017229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Verdana S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 169.147.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 janvier 2013

1. La société A&C Management Services Sarl, R.C.S Luxembourg B 127 330, ayant siège social au 80, rue des Romains, L-8041 Luxembourg, est nommée, avec effet immédiat, nouveau Commissaire en remplacement de M. Marc Besch démissionnaire. Son mandat viendra à échéance à l'Assemblée Générale Statutaire à tenir en l'an 2017.

Fait à Luxembourg.

Certifié sincère et conforme

Pour Verdana S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013014719/16.

(130016645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Trilantic Capital Partners IV (Europe) Investors S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 123.633.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 2013.

Référence de publication: 2013014703/10.

(130016495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Tri Investments European Residential Property Fund S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 110.049.

—
Les comptes annuels au 31 mai 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TCG Gestion SA

Signatures

Référence de publication: 2013014701/11.

(130016915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Tanklux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6688 Mertert, Port de Mertert.

R.C.S. Luxembourg B 7.383.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 30 juillet 2012 à 14h00 Wandre.

Le mandat des administrateurs suivants est voté pour une durée de 5 ans:

- Daniel BOLLAERT, demeurant à B – 2960 BREECHT, 76 Vaartlaan
- David BOLLAERT, demeurant à L- 5359 MOUTFORT, 33, rue de Contern
- Romain BOLLAERT, demeurant à L-6688 MERTERT, Port de Mertert

Il en résulte que la société est gérée par:

- Romain BOLLAERT, Administrateur délégué
- Daniel BOLLAERT, Administrateur
- David BOLLAERT, Administrateur

Wandre, le 30 juillet 2012.

Référence de publication: 2013014704/17.

(130017224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

TUNISIE EUROPE INVESTISSEMENTS S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme
- Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 66.487.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TUNISIE EUROPE INVESTISSEMENTS S.A.

Société de gestion de patrimoine familial

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013014715/13.

(130017002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Transpeed sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 124, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 161.530.

Suite à la cession de parts sociales de la société intervenues le 27 janvier 2013, la répartition du capital est la suivante:

1. Monsieur Adel JOUILI, préqualifié, cent parts	100
Total: cent parts sociales	100

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2013.

Pour TRANSPPEED Sàrl

M. Adel JOUILI

Gérant technique

Référence de publication: 2013014712/15.

(130016852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Ticketac Intl, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 115.164.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013014707/9.

(130016740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

China Airlines, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1110 Findel, Aéroport de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 30.413.

Procès verbal d'une réunion du conseil d'administration (2012)

Heure et date de la réunion: 14:00, 24 August 2012

Lieu de la réunion: China Airlines, Salle de Conférence, Taipei, Taiwan, R.O.C.

Administrateurs présents: Le quorum est rempli

Chairman de la réunion: Chia-Juch Chang

Résolutions

Il est résolu que Mr See-Dee TSAO est nommé par la Société Directeur Général du China Airlines Ltd. Cargo Sales & Services en Europe avec effet le 29 octobre 2012 jusqu'au 2015 ans). Il remplace Mr Robert Tyan-Maw CHIANG.

Signatures

Chairman / Secrétaire

Référence de publication: 2013014791/17.

(130017295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

ME Architectes S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3279 Bettembourg, 50, rue de la Scierie.

R.C.S. Luxembourg B 142.581.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 25.01.2013

Les associés ont:

- Accepté la démission de Monsieur Erwin Mayne, architecte, né le 7 novembre 1972 à Luxembourg, demeurant à L-3279 Bettembourg, 50, rue de la Scierie comme gérant unique.
 - Nommé nouveau gérant technique pour une durée indéterminée: Madame Elsa Abreu Fernandes, architecte, née le 22 mars 1975 à Luxembourg, demeurant à L-3279 Bettembourg, 50, rue de la Scierie
 - Nommé nouveau gérant administratif pour une durée indéterminée: Monsieur Erwin Mayne, architecte, né le 7 novembre 1972 à Luxembourg, demeurant à L-3279 Bettembourg, 50, rue de la Scierie
 - Décidé que la société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux associés
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 25.01.2013.

Pour la société

Signatures

Référence de publication: 2013014805/20.

(130016903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

ME Architectes S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3279 Bettembourg, 50, rue de la Scierie.

R.C.S. Luxembourg B 142.581.

Cession de parts sociales

Le soussigné, Monsieur Erwin Mayne, architecte, né le 7 novembre 1972, demeurant à L-3279 Bettembourg, 50, rue de la Scierie

cède par la présente, 75 (soixante-quinze) parts sociales de la société ME Architectes sàrl, siège social à L-3279 Bettembourg, 50, rue de la Scierie n° RCSL B 142.581, ce qui représente 75 (soixante-quinze)% du capital de la société prénommé,

à

Madame Eisa Abreu Fernandes, architecte, née le 22 mars 1975 à Luxembourg, demeurant à L-3279 Bettembourg, 50, rue de la Scierie.

Ladite cession prend effet à partir d'aujourd'hui.

Fait en deux exemplaires à Luxembourg, le 24 janvier 2013.

Monsieur Erwin Mayne / Madame Elsa Abreu Fernandes

Le cédant / L'acquéreur

Référence de publication: 2013014804/20.

(130016903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Vonal Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 34A, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 142.129.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 2 janvier 2013 que:

Décision a été prise de transférer le siège social de la société VONAL SERVICES S.A.

du 1, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg

au 34a, rue Philippe II L-2340 Luxembourg

Pour extrait sincère et conforme

Pour la société

Référence de publication: 2013014733/14.

(130016516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Ruby-T S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 139.218.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2012.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2013014643/10.

(130016802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Ruby-T S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 139.218.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2012.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2013014642/10.

(130016801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

QS Quint:Essence Strategies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 20, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 141.385.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013014627/10.

(130016605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Sàrl Monteverde Energy Groupe, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 174.426.

Extrait des décisions prises par les associés en date du 5 décembre 2012

1. Madame Virginie DOHOGNE a démissionné de son mandat de gérante de catégorie A.
2. Monsieur Douwe TERPSTRA a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.
3. Monsieur David HAIUN, administrateur de sociétés, né à Aubervilliers (France), le 5 mars 1986, demeurant à F-92200 Neuilly-sur-Seine (France), 15, rue d'Armenonville, a été nommé comme gérant de catégorie A pour une durée indéterminée.
4. Monsieur Philippe TOUSSAINT, administrateur de sociétés, né à Arlon (Belgique), le 2 septembre 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.
5. Monsieur Sébastien ANDRE, administrateur de sociétés, né à Metz (France), le 29 octobre 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.
6. Le nombre de gérants a été augmenté de 2 (deux) à 3 (trois).

Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour SARL MONTEVERDE ENERGY GROUPE

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013014670/24.

(130017271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2013.

Goldbet International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 99.925.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Par jugement du 20/12/2012, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société Goldbet International S.A., avec siège social à L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard Prince Henri, de fait inconnue à cette adresse. Ce même jugement a ordonné la publication du dispositif par extrait au Mémorial. Il a également mis les frais à charge du Trésor.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Me Radia DOUKHI.

Référence de publication: 2013013020/15.

(130015265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2013.

BBA Luxembourg Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 70.930.254,40.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 84.440.

In the year two thousand and twelve, on the twenty-first day of December.

In front of Maître Francis Kessler, notary public professionally residing at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

BBA International Investments S.à r.l., Luxembourg Branch, located at 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duchy of Luxembourg being the Luxembourg branch of BBA International Investments S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and its principal place of business at 105, Wigmore Street, London, W1U 1QY, United Kingdom (the "Sole Shareholder"),

here represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with it with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The Sole Shareholder is the sole shareholder of "BBA Luxembourg Investments S.à r.l.", a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, incorporated by a deed enacted by Maître Joseph Elvinger, notary public established in Luxembourg, on 17 October 2001, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" ("Mémorial C") number 380 dated 8 March 2002, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 84.440 (the "Company").

The articles of association of the Company have been lastly amended by a notarial deed enacted on 26 August 2010, by Maître Francis Kessler, published in the Mémorial C, number 2324 dated 29 October 2010 (the "Articles").

II.- That the 95,632 (ninety-five thousand six hundred thirty-two) shares without nominal value, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the sole shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;
2. Termination by anticipation on 31 December 2012 of the current financial year of the Company having started on 23 March 2012;
3. Amendment of the starting and closing dates of the subsequent financial years of the Company to respectively 1 January and 31 December;
4. Subsequent amendment of article 23 and article 24, paragraph 1 of the articles of association of the Company relating to the financial year of the Company.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder of the Company, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is resolved that the Sole Shareholder of the Company waives its right to prior notice of the current meeting, acknowledges being sufficiently informed of the agenda for the meeting, considers the meeting validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items on the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder of the Company within a sufficient period of time in order to allow it to carefully examine each document.

Second resolution:

It is resolved to exceptionally terminate the current financial year of the Company having started on 23 March 2012 as at 31 December 2012 instead of 22 March 2013.

As a result, the current financial year of the Company having started on 23 March 2012 shall end on 31 December 2012.

Third resolution:

It is resolved to amend the starting and closing dates of the subsequent financial years of the Company to respectively 1 January and 31 December.

Fourth resolution:

Further to the resolutions above, it is resolved to amend article 23 and article 24, paragraph 1 (the other paragraph of article 24 remain unchanged) of the Articles so that they shall now be read as follows:

" **Art. 23. Financial year.** The financial year begins on 1 January and ends on 31 December."

" **Art. 24. Balance sheet.** Each year, on 31 December, the accounts are closed, the management draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the law.

(...)"

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which were to be borne by the Company or which would be charged to it in connection with the present deed, had been estimated at about one thousand four hundred euro (EUR 1,400.-).

There being no further business, the meeting is declared closed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith, that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-et-unième jour du mois du décembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire public résidant professionnellement au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

BBA International Investments S.à r.l., Luxembourg Branch, située au 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg étant la succursale luxembourgeoise de BBA International Investments S.à r.l., une société constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 6 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et son siège effective de gestion au 105, Wigmore Street, Londres, W1U 1QY, Royaume-Uni (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, avec adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. L'Associé Unique est l'associé unique de «BBA Luxembourg Investments S.à r.l.», une société constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 6 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée par un acte dressé par Maître Joseph Elvinger, notaire public établi à Luxembourg, le 17 octobre 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial C») numéro 380 daté du 8 mars 2002, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 84.440 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié dressé le 26 août 2010 par Maître Francis Kessler, publié au Mémorial C numéro 2324 daté du 29 octobre 2010 (les «Statuts»).

II.- Que les 95.632 (quatre-vingt-quinze mille six cent trente-deux) parts sociales sans valeur nominale, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour desquels l'associé unique reconnaît expressément avoir été dûment préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Clôture par anticipation au 31 décembre 2012 de l'exercice social en cours de la Société ayant commencé le 23 mars 2012;
3. Modification des dates d'ouverture et de clôture des exercices sociaux à venir de la Société, respectivement aux 1^{er} janvier et 31 décembre;
4. Modification subséquente de l'article 23 et de l'article 24, paragraphe 1, des statuts de la Société concernant l'exercice social de la Société; et
5. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique de la Société, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

Il est décidé que l'Associé Unique de la Société renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à la présente assemblée, reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour, considère l'assemblée valablement convoquée et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'Associé Unique de la Société dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

Il est décidé d'exceptionnellement clôturer l'exercice social en cours de la Société ayant commencé le 23 mars 2012 au 31 décembre 2012 au lieu du 22 mars 2013.

Il en résulte que l'exercice social en cours de la Société ayant commencé le 23 mars 2012 sera clôturé le 31 décembre 2012.

Troisième résolution:

Il est décidé de modifier les dates d'ouverture et de clôture des exercices sociaux à de la Société respectivement aux 1^{er} janvier et 31 décembre.

Quatrième résolution:

Suite aux résolutions ci-dessus, il est décidé de modifier l'article 23 et l'article 24, paragraphe 1 (les autres paragraphes de l'article 24 demeurent inchangés) des Statuts de sorte qu'ils doivent désormais être lus comme suit:

« **Art. 23. Année sociale.** L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.»

« **Art. 24. Bilan.** Chaque année, le 31 décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire des biens et dettes et établit les comptes annuels conformément à la loi.

(...)».

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent acte, ont été estimés à mille quatre cents euros (EUR 1.400,-).

Aucun autre point n'ayant à être traité devant l'assemblée, celle-ci a été ajournée.

A la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Luxembourg, au jour fixé au début de ce document.

Lecture ayant été faite de ce document à la personne présente, elle a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande des mêmes personnes présentes, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 décembre 2012. Relation: EAC/2012/17909. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013009997/147.

(130011448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2013.

Nordic Innovation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7333 Steinsel, 70, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 166.690.

G.T. Fiduciaires S.A., avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, démissionne de son poste de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 2013.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2013013213/13.

(130015081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2013.

PISIL Group Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 174.413.

STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twenty-first day of December.

Before Maître Francis Kessler, notary public residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appears:

DAIA Luxembourg Holding S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register,

here duly represented by Mrs. Sofia Afonso Da Chao Conde, residing in Esch-sur-Alzette, by virtue of a proxy given under private seal.

The before said proxy, being initialed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity of which it acts, has requested the notary to draw up the following articles of a “société à responsabilité limitée” which such party declares to incorporate.

Name - Object - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a “société à responsabilité limitée”, limited liability company (the “Company”), governed by the present articles of association (the “Articles”) and by current Luxembourg laws (the “Law”), in particular the law of 10 August 1915 on Commercial Companies, as amended in particular by the law of 18 September 1933 and of 28 December 1992 on “sociétés à responsabilité limitée” (the “Commercial Companies Law”).

Art. 2. The Company’s name is “P\SL Group Services S.à r.l.”.

Art. 3. The Company’s purpose is:

(1) To take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises;

(2) To further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents, licenses or other intellectual property rights of any nature or origin;

(3) To acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licenses and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit;

(4) Generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same;

(5) To enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions;

(6) To grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company which belong to the same group of companies than the Company (the “Affiliates”) any assistance, loans, advances or guarantees (in the latter case, even in favour of a third-party lender of the Affiliates);

(7) To borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; and

(8) Generally to do all such other things as may appear to the Company to be incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of the City of Luxembourg by decision of the board of managers or the sole manager (as the case may be).

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required by the Law.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers or the sole manager (as the case may be) should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers or the sole manager (as the case may be) of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the management of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Capital - Shares

Art. 8. The Company’s share capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro), represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each.

The amount of the share capital of the Company may be increased or reduced by means of a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

Art. 9. Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Art. 10. The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred “inter vivos” to non-shareholders unless shareholders representing at least three quarters of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Furthermore, the provisions of Articles 189 and 190 of the Commercial Companies Law shall apply.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

Art. 11. The Company shall have power to redeem its own shares.

Such redemption shall be carried out by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted under the conditions required for amendment of the Articles, provided that such redemption has been proposed to each shareholder of the same class in the proportion of the capital or of the class of shares concerned represented by their shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that the excess purchase price may not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

Such redeemed shares shall be cancelled by reduction of the share capital.

Management

Art. 12. The Company will be managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not be shareholders of the Company.

The manager(s) shall be appointed and her/his/its/their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of shareholders taken by the majority rules set forth in article 16 of the Articles, or of the sole shareholder (as the case may be). The remuneration of the manager(s) can be modified by a resolution taken at the same majority conditions.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and “ad nutum”, remove and replace any manager.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers, or of the sole manager (as the case may be).

In dealing with third parties, the manager, or, in case of plurality of managers, the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company’s object, provided the terms of these Articles shall have been complied with.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the sole signature of any manager.

The board of managers or the sole manager (as the case may be), may from time to time sub-delegate her/his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company.

The board of managers, or the sole manager (as the case may be) will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 13. In case of plurality of managers, the decisions of the managers are taken by meeting of the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by any two managers.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting.

Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Convening notices can be given to each manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another manager as his proxy.

A manager may represent more than one manager.

The managers may participate in a board of managers meeting by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time.

Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

The board of managers can validly deliberate and act only if the majority of its members is present or represented.

Decisions of the board of managers are adopted by the majority of the managers participating to the meeting or duly represented thereto.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by any two managers. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by any two managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a managers' meeting.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

Art. 14. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company, he is only responsible for the execution of his mandate.

General meetings of shareholders

Art. 15. In case of plurality of shareholders, decisions of the shareholders are taken as follows:

The holding of a shareholders meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than 25 (twenty-five). In such case, each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, transmitted in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or any other suitable telecommunication means. Each shareholder shall vote in writing.

If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), the decisions of the shareholders are taken by meetings of the shareholders. In such a case 1 (one) general meeting shall be held at least annually in Luxembourg within 6 (six) months of the closing of the last financial year. Other general meetings of shareholders may be held in the Grand Duchy of Luxembourg at any time specified in the notice of the meeting.

Art. 16. General meetings of shareholders are convened and written shareholders resolutions are proposed by the board of managers, or the sole manager (as the case may be), failing which by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent at least 21 (twenty-one) days prior to the date of the meeting.

All notices must specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who needs not be shareholder.

Each shareholder may participate in general meetings of shareholders.

Resolutions at the meetings of shareholders or resolutions proposed in writing to the shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

If this quorum is not formed at a first meeting or at the first consultation, the shareholders are immediately convened or consulted a second time by registered letter and resolutions will be taken at the majority of the vote cast, regardless of the portion of capital represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, at a majority of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

Financial year - Balance sheet

Art. 17. The Company's financial year begins on 1 January and closes on 31 December.

Art. 18. Each year, as of 31 December, the board of managers, or the sole manager (as the case may be) will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s), statutory auditor(s) (if any) and shareholder(s) toward the Company.

At the same time the board of managers or the sole manager (as the case may be) will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 19. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

If the shareholders' number exceeds 25 (twenty-five), such inspection shall be permitted only during the 15 (fifteen) days preceding the annual general meeting of shareholders.

Supervision of the Company

Art. 20. If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) ("commissaires"), who may or may not be shareholder(s).

Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following their appointment dealing with the approval of the annual accounts.

At the end of this period and of each subsequent period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) until the holding of the next annual general meeting dealing with the approval of the annual accounts.

Where the thresholds of Article 35 of the law of 19 December 2002 on the Luxembourg Trade and Companies Register are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors ("réviseurs d'entreprises agréés") appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the qualified auditors registered in the Financial Sector Supervisory Commission ("Commission de Surveillance du Secteur Financier") public register.

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditors may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

Dividend - Reserves

Art. 21. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year 5% (five percent) of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued share capital, as decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such one tenth.

The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law or the sole shareholder (as the case may be) may decide at any time that the excess be distributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 22. Notwithstanding the provisions of the preceding article, the general meeting of shareholders of the Company, or the sole shareholder (as the case may be) upon proposal of the board of managers or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager (as the case may be), and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Winding-up - Liquidation

Art. 23. The general meeting of shareholders under the conditions required for amendment of the Articles, or the sole shareholder (as the case may be) may resolve the dissolution of the Company.

Art. 24. The general meeting of shareholders with the consent of at least half of the shareholders holding three quarters of the share capital shall appoint one or more liquidator(s), physical or legal person(s) and determine the method of liquidation, the powers of the liquidator(s) and their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company will be allocated to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Applicable law

Art. 25. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory measures

Exceptionally, the first financial year shall begin today and end on 31 December 2013.

Subscription - Payment

DAIA Luxembourg Holding S.à r.l. here represented as mentioned above, subscribes to 12,500 (twelve thousand five hundred) shares. The shares having been fully paid up in cash, so that the amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) is at the disposal of the Company.

Description of the contribution

The contribution made by DAIA Luxembourg Holding S.à r.l. against the issuance of shares in the Company is composed of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) in cash.

Evidence of the contribution's existence

Proof of the contribution's existence has been given.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about one thousand five hundred euro (EUR 1,500).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed capital, passed the following resolutions:

1) Is appointed as sole manager:

- Mr. Georges Dassonville, born in Falisolle, Belgium, on 2 January 1949, residing professionally at 5, rue Henri Kirpach, L-8237 Mamer, Grand Duchy of Luxembourg.

The sole manager shall serve for an undetermined duration.

According to article 12 of the Articles, the Company shall be bound by the sole signature of its single manager.

2) The Company shall have its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above mentioned appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary, have set hand and seal in Esch-sur-Alzette, on the date at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, the latter signed with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt et unième jour de décembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire public résidant à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Comparaît:

DAIA Luxembourg Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

ici dûment représentée par Mme Sofia Afonso Da Chao Conde, résidant à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, ayant été paraphée «ne varietur» par la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, agissant en cette qualité, a requis du notaire de dresser les statuts suivants d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer.

Dénomination - Objet - Siège social - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les présents statuts (les «Statuts») et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur (la «Loi»), notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée notamment par la loi du 18 septembre 1933 et celle du 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée (la «Loi sur les Sociétés Commerciales»).

Art. 2. La dénomination de la Société est «PISIL Group Services S.à r.l.».

Art. 3. L'objet de la Société est:

(1) De prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères;

(2) D'investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets, licences ou autres droits de propriété intellectuelle de toute nature ou origine;

(3) D'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière tous titres, droits, valeurs, brevets et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme la Société le jugera utile;

(4) De manière générale de les détenir, les gérer, les mettre en valeur et les céder en tout ou en partie, pour le prix que la Société jugera adapté et en particulier contre les parts ou titres de toute société les acquérant;

(5) De conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres;

(6) D'octroyer à toute société holding, filiale, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou à toute société appartenant au même groupe de sociétés (les «Affiliées»), tous concours, prêts, avances ou garanties (dans ce dernier cas, même en faveur d'un tiers-prêteur des Affiliées);

(7) D'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; et

(8) De manière générale, de faire toute chose que la Société juge circonstanciel ou favorable à la réalisation des objets ci-dessus décrits ou à l'un quelconque d'entre eux.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs pré décrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. La Société a son siège social établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré dans la commune de la Ville de Luxembourg par décision du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Le siège social de la Société pourra être transféré en tout autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises par la Loi.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareilles mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) de la Société.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront, pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées des associés ou de l'associé unique (selon le cas).

Capital - Parts sociales

Art. 8. Le capital social est fixé à 12.500 EUR (douze mille cinq cents Euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune.

Le montant du capital social de la Société peut être augmenté ou réduit au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas), adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.

Art. 9. Chaque part sociale confère un droit de vote identique et chaque associé a un droit de vote proportionnel aux nombres de parts qu'il détient.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Art. 11. La Société est autorisée à racheter ses propres parts sociales.

Un tel rachat sera décidé par une résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) par décision adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts, à condition qu'un tel rachat ait été proposé à chaque associé de même catégorie en proportion de sa participation dans le capital social ou de la catégorie de parts sociales concernée, représentée par ses parts sociales.

Néanmoins, si le prix de rachat excède la valeur nominale des parts sociales rachetées, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où le supplément du prix d'achat n'excède pas le total des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés et de toutes sommes issues des réserves disponibles à cet effet, et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts.

Les parts sociales rachetées seront annulées par réduction du capital social.

Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés de la Société.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s), et sa/leur rémunération est fixée par résolution de l'assemblée générale des associés prise selon les règles de majorité établies à l'article 16 des Statuts ou par décision de l'associé unique (selon le cas). La rémunération du/des gérant(s) peut être modifiée par résolution prise dans les mêmes conditions de majorité.

L'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) peut, «ad nutum» et à tout moment, révoquer ou remplacer tout gérant.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés ou à l'associé unique (selon le cas) par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, aura tous pouvoirs pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et de réaliser et approuver tous actes et toutes opérations en relation avec l'objet social de la Société dans la mesure où les termes de ces Statuts auront été respectés.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

Le conseil de gérance, ou le gérant unique (selon le cas) peut, de temps en temps, subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agent(s) «ad hoc» qui n'est pas/ne sont pas nécessairement associé(s) ou gérant(s) de la Société.

Le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) détermine les pouvoirs, les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de cet/ces agent(s), la durée de son/leur mandat ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat.

Art. 13. En cas de pluralité de gérants, les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira suite à la convocation donnée par deux gérants.

Pour chaque conseil de gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque gérant au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès verbal de la réunion du conseil de gérance.

Toute convocation devra spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des activités à entreprendre.

Les convocations peuvent être faites aux gérants oralement, par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque gérant peut renoncer à cette convocation par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

La réunion du conseil de gérance se tiendra valablement sans convocation si tous les gérants sont présents ou dûment représentés.

Une convocation spécifique n'est pas requise pour les réunions du conseil de gérance qui se tiendront à l'heure et au lieu précisés dans d'une précédente résolution du conseil de gérance.

Tout gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex ou moyens électroniques un autre gérant pour le représenter.

Un gérant peut représenter plusieurs autres gérants.

Tout gérant peut assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer simultanément.

Une telle participation à une réunion du conseil de gérance est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

Le conseil de gérance peut valablement délibérer et agir seulement si la majorité des gérants y est présente ou représentée.

Les décisions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants participant au conseil ou y étant représentés.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites dans un procès-verbal, qui est signé par deux gérants. Tout extrait ou copie de ce procès-verbal devra être signé par deux gérants.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants auront le même effet que les résolutions prises en conseil de gérance.

Dans de tels cas, les résolutions écrites peuvent soit être documentées dans un seul et même document, soit dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié.

Art. 14. Aucun gérant ne contracte en raison de ses fonctions d'obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire de la Société, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Assemblée générale des associés

Art. 15. En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises comme suit:

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à 25 (vingt-cinq). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, transmis par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié. Chaque associé émettra son vote par écrit.

Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), les décisions des associés sont prises en assemblée générale des associés. Dans ce cas une assemblée générale annuelle est tenue à Luxembourg dans les 6 (six) mois de la clôture du dernier exercice social. Toute autre assemblée générale des associés peut se tenir au Grand-Duché de Luxembourg à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

Art. 16. Les assemblées générales des associés sont convoquées et des résolutions écrites d'associés sont proposées par le conseil de gérance ou par le gérant unique (selon le cas) ou, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Une convocation écrite convoquant une assemblée générale et indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins 21 (vingt et un) jours avant la date de l'assemblée.

Toutes les convocations doivent mentionner la date et le lieu de l'assemblée générale.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié un tiers qui peut ne pas être associé.

Chaque associé a le droit de participer aux assemblées générales des associés.

Les résolutions des assemblées des associés ou les résolutions proposées par écrit aux associés ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles sont prises par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée générale ou sur première consultation, les associés sont immédiatement convoqués ou consultés une seconde fois par lettre recommandée, et les résolutions seront adoptées à la majorité des votes exprimés quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'en assemblée générale extraordinaire des associés, à la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social de la Société.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi.

Excepté en cas d'opérations courantes conclues dans des conditions normales, les contrats concluent entre l'associé unique et la Société doivent être inscrits dans un procès-verbal ou établis par écrit.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 17. L'exercice social commence 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 18. Chaque année, au 31 décembre, le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous ses engagements, ainsi que les dettes du (des) gérant(s), du (des) commissaire(s) (s'il en existe) et du (des) associé(s) envers la société.

Dans le même temps, le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée générale des associés avec le bilan.

Art. 19. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), une telle communication ne sera autorisée que pendant les 15 (quinze) jours précédant l'assemblée générale annuelle des associés.

Surveillance de la Société

Art. 20. Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), la surveillance de la Société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, associé(s) ou non.

Chaque commissaire aux comptes sera nommé pour une période expirant à la date de la prochaine assemblée générale annuelle des associés suivant sa nomination se prononçant sur l'approbation des comptes annuels.

A l'expiration de cette période, et de chaque période subséquente, le(s) commissaire(s) aux comptes pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale annuelle des associés se prononçant sur l'approbation des comptes annuels.

Lorsque les seuils de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre du commerce et des sociétés seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes annuels à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) nommés par l'assemblée générale des associées ou l'associé unique (selon le cas), parmi les membres inscrits au registre public des réviseurs d'entreprises agréés tenu par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF).

Nonobstant les seuils ci-dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat(s).

Dividendes - Réserves

Art. 21. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, 5% (cinq pour cent) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social tel qu'augmenté ou réduit le cas échéant, mais devront être repris si la réserve légale est inférieure à ce seuil d'un dixième.

L'assemblée des associés, à la majorité prévue par la Loi, ou l'associé unique (selon le cas) peut décider à tout moment que l'excédent sera distribué entre les associés au titre de dividendes au pro rata de leur participation dans le capital de la Société ou reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Art. 22. Nonobstant les dispositions de l'article précédent, l'assemblée générale des associés de la Société ou l'associé unique (selon le cas) peut, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas), décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas), desquels il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

Dissolution - Liquidation

Art. 23. L'assemblée générale des associés, selon les conditions requises pour la modification des Statuts, ou l'associé unique (selon le cas), peut décider de la dissolution et la liquidation de la Société.

Art. 24. L'assemblée générale des associés avec l'approbation d'au moins la moitié des associés détenant trois-quarts du capital social devra désigner un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, et déterminer la méthode de liquidation, les pouvoirs du ou des liquidateurs et leur rémunération.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au prorata des parts sociales qu'ils détiennent.

Loi applicable

Art. 25. Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents Statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.

Dispositions transitoires

Exceptionnellement le premier exercice social commencera ce jour pour finir le 31 décembre 2013.

Souscription - Paiement

DAIA Luxembourg Holding S.à r.l., ici représentée tel que mentionné ci-dessus, souscrit aux 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales. Les parts sociales ont été entièrement payés par apport en numéraire, de sorte que le montant de 12.500 EUR (douze mille cinq cents Euros) est à la disposition de la société.

23997

Description de l'apport

L'apport fait par DAIA Luxembourg Holding S.à r.l. en échange de l'émission des parts sociales de la Société consiste en la somme de 12.500 EUR (douze mille cinq cents Euros) en numéraire.

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence de l'apport a été donnée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500).

Résolutions de l'associé

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé de la Société, représentant la totalité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1) Est nommé gérant unique:

- M. Georges Dassonville, né à Falisolle, Belgique, le 2 janvier 1949, résidant professionnellement au 5, rue Henri Kirpach, L-8237 Mamer, Grand-Duché de Luxembourg.

Le gérant unique est nommé pour une durée indéterminée.

Conformément à l'article 12 des Statuts, la Société est engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant unique.

2) Le siège social de la Société est établi au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare que sur demande de la personne comparante, les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française. A la requête de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

En foi de quoi nous, le notaire soussigné, a dressé et timbré à Esch/Alzette, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire, ce dernier a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 31 décembre 2012. Relation: EAC/2012/17957. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Santoni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013010402/527.

(130011759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2013.

SELDA, Société d'Etudes Luxembourgeoises et d'Administration, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 40.000,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 161.601.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution prise par le Gérant en date du 3 janvier 2013 que:

- Le siège social est fixé au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 janvier 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013013321/15.

(130014628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2013.

**Techno Invest Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Shamwari S.à r.l.).**

Siège social: L-5535 Remich, 8, Impasse Saint François.
R.C.S. Luxembourg B 76.828.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille douze, le vingt-huit décembre.

Par-devant Maître Patrick SERRES, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Monsieur François KYRIACOPOULOS, comptable, demeurant à F-54600 Villers-les-Nancy, 19, boulevard du Docteur Cattenoz.

Lequel comparant a exposé au notaire instrumentant et l'a requis d'acter ce qui suit:

Que la société à responsabilité limitée «TECHNO INVEST PARTNER S.à r.l.», ayant son social à L-5535 Remich, 8, Impasse St François, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 76.828, a été constituée suivant acte notarié du 7 juillet 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 854 du 22 novembre 2000.

Que le capital social de la Société s'élève actuellement à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

Que le comparant, prénommé, est et restera propriétaire de toutes les parts sociales de ladite Société.

Qu'en tant qu'associé unique de la Société, il déclare expressément procéder à la dissolution et à la liquidation de la susdite Société, avec effet à ce jour.

Il déclare en outre prendre à sa propre charge tout l'actif et passif connu ou inconnu de la société et qu'il entreprendra, en les prenant personnellement à sa charge, toutes mesures requises en vue de l'engagement qu'il a pris à cet effet.

Que décharge pleine et entière est accordée au gérant pour l'exercice de son mandat jusqu'au moment de la dissolution.

Que les livres et documents sociaux de la Société dissoute seront déposés au siège social où ils seront conservés pendant cinq (5) années.

Pour les dépôts et publications à faire, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une expédition des présentes.

Dont acte, fait et passé à Remich, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: F. KYRIACOPOULOS, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 28 décembre 2012. Relation: REM/2012/1741. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 9 janvier 2013.

Patrick SERRES.

Référence de publication: 2013005744/39.

(130005643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

—
Binola S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 35.402.

L'an deux mille douze, le dix décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée Générale») de la société anonyme «BINOLA S.A.» (ci-après la «Société»), ayant son siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 35.402, constituée suivant acte notarié du 4 novembre 1991, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 161 du 3 avril 1991. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 10 juillet 2007, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2484 du 2 novembre 2007.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Marie-Line SCHUL, juriste, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Amélie BURUS, juriste, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Damien MATTUCCI, juriste, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

A) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées au présent acte, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

B) Tel qu'il résulte de la liste de présence, la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

C) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat et modification subséquente de l'article premier (1^{er}), troisième alinéa des statuts. Insertion de la possibilité pour le conseil d'administration de transférer le siège à l'intérieur de la commune;

2. Modification de l'article huit (8) des statuts par l'insertion d'un nouveau cinquième alinéa introduisant la possibilité au Conseil d'Administration de prendre des décisions par voie circulaire;

3. Divers.

L'Assemblée Générale aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social de la Société du 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat. De plus, l'Assemblée générale décide de formaliser le pouvoir donné au conseil d'administration (ou à l'administrateur unique, le cas échéant) de transférer le siège social à l'intérieur de la commune.

En conséquence, et avec même effet, l'article premier (1^{er}), troisième alinéa des statuts est modifié, lequel aura désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. (troisième alinéa). «Le siège de la société est établi dans la commune de Strassen. L'adresse du siège social peut être transférée dans la commune de ce dernier par décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique le cas échéant.»

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article huit (8) des statuts de la Société par l'insertion d'un nouveau cinquième alinéa qui aura la teneur suivante:

Art. 8. (nouveau cinquième alinéa). «Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.»

DONT ACTE, fait et passé à Strassen, au nouveau siège social de la société, les jour, mois et an qu'en tête des présentes, et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants susmentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: M.L. SCHUL, A. BURUS, D. MATTUCCI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 12 décembre 2012. Relation: EAC/2012/16587. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013010004/61.

(130011752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2013.

Bonnac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 86.015.

DISSOLUTION

L'an deux mille douze, le vingt-huit décembre

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Pierre BARON, demeurant au 23, rue du Renfort à F-47410 Lauzun, France, ici représenté par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Lequel comparant déclare et requiert le notaire instrumentant, par son mandataire, d'acter:

1.- Que la société anonyme "BONNAC S.A." avec siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 86015, (ci-après dénommée la "Société"), a été constituée en date du 13 février 2002 suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Luxembourg, et publié au Mémorial Recueil C n° 803 du 28 mai 2002.

2.- Que le capital social est fixé à quarante-six mille euros (46.000,-EUR) représenté par quatre mille six cents (4.600) actions d'une valeur nominale de dix Euros (10,- EUR) chacune.

3.- Que le comparant, représenté comme dit ci-avant, est seul propriétaire de la totalité des actions de la société pré-désignée;

4.- Que le comparant, représenté comme dit ci-avant, agissant comme actionnaire unique, déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite Société.

5.- Que le comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare qu'il a pleine connaissance des statuts de la Société, qu'il connaît parfaitement la situation financière de la Société.

6.- Que le comparant, représenté comme dit ci-avant, agissant en sa qualité de liquidateur et d'actionnaire unique de la Société, déclare en outre que l'activité de la Société a cessé, qu'il est investi de tout l'actif, que le passif connu de ladite Société a été réglé ou provisionné et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société, impayé ou inconnu à ce jour, avant tout paiement à sa propre personne;

7.- Que la liquidation de la société est clôturée et que les mandataires de l'actionnaire unique pourront procéder à l'annulation des titres au porteur, ceci en présence du notaire instrumentant;

8.- Que par conséquent, tous les administrateurs et le Commissaire aux comptes actuels de la Société sont par la présente déchargés de leurs fonctions;

9.- Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans au siège social de la Société.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison de cet acte, est dès lors évalué à 800,- EUR

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 10 janvier 2013. Relation GRE/2013/214. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la société.

Référence de publication: 2013012059/47.

(130014705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2013.